



Unité - Travail - Progrès

RÉPUBLIQUE DU CONGO
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN
ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE



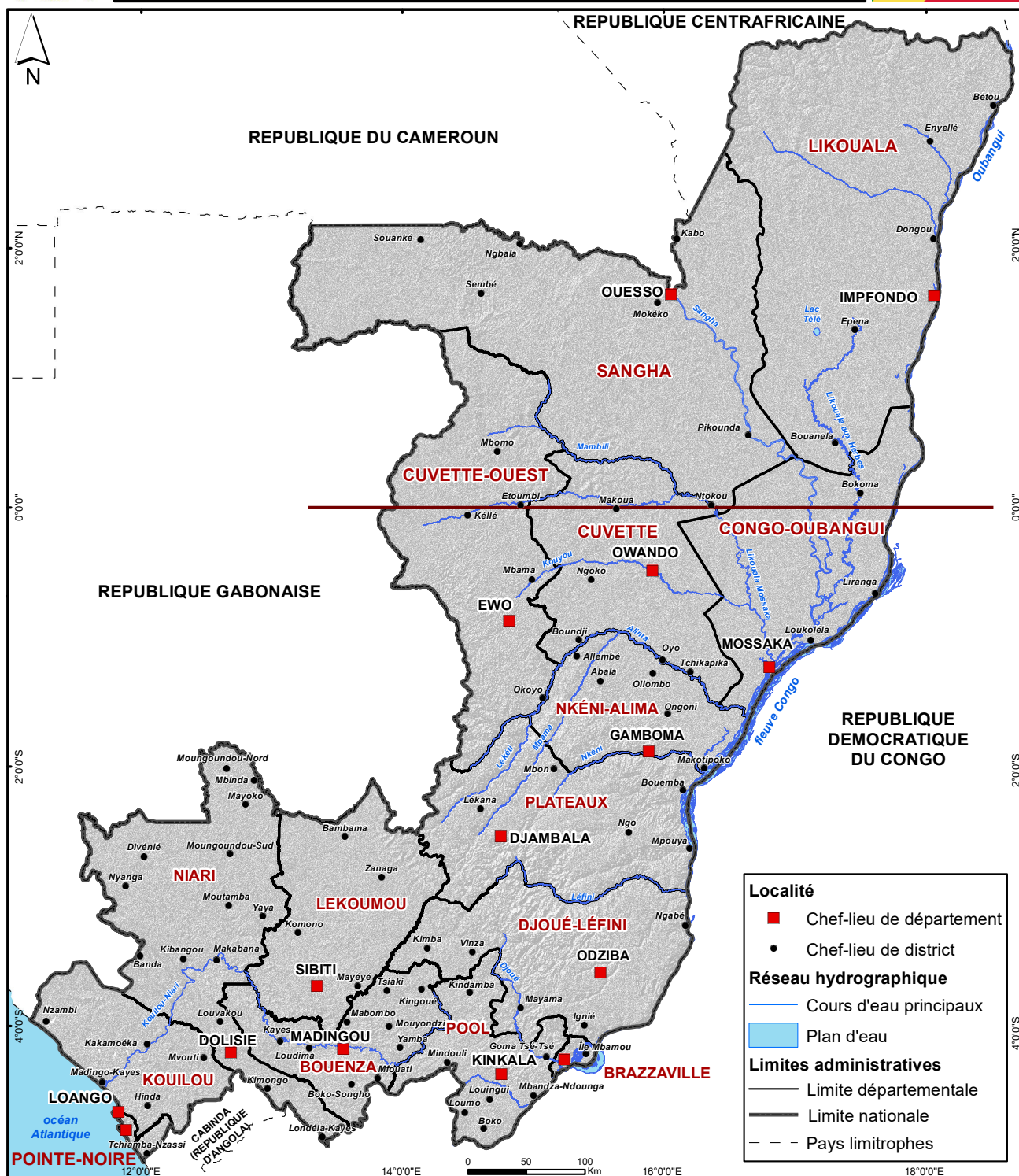
NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER TRIMESTRE 2026

PUBLICATION DE JUIN



CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO



Sources de données :

- Limites nationales et départementales : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID)
- Positionnement des localités : RGPH-5 (2023), Institut National de la Statistique (INS)
- Routes nationales et départementales, hydrographie : Institut Géographique National (IGN)

Système de référence : WGS 84

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	8
PRÉFACE	9
AVANT-PROPOS	10
APERÇU GÉNÉRAL	11
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	12
I.1 Croissance mondiale.....	13
I.2 Inflation	14
I.3 Cours des matières premières.....	15
I.4 Politique monétaire	16
I.5 Taux de change euro-dollar	17
II. ÉCONOMIE NATIONALE	18
II.1 Secteur réel	19
II.1.1 Secteur primaire	19
II.1.1.1 Pêche	19
II.1.1.2 Exploitation forestière.....	19
II.1.2 Secteur secondaire	20
II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures.....	20
II.1.2.2 Industries de transformation de bois.....	20
II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs	21
II.1.2.4 Industries alimentaires.....	22
II.1.2.5 Industries métalliques et mécaniques.....	23
II.1.2.6 Industries métallurgiques.....	24
II.1.2.7 Industries des minéraux non métalliques	24
II.1.2.8 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers).....	25
II.1.2.9 Industrie de raffinage de pétrole	25
II.1.2.10 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité	26
II.1.2.11 Bâtiments et travaux publics	28
II.1.3 Secteur tertiaire	28
II.1.3.1 Commerce	28
II.1.3.2 Hôtels et restaurants.....	31

<i>II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports</i>	<i>32</i>
<i>II.1.3.4 Télécommunications</i>	<i>35</i>
<i>II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances</i>	<i>36</i>
<i>II.1.3.6.2 Activités parapétrolières.....</i>	<i>38</i>
II.2 Effectifs employés et masse salariale	38
II.2.1 Emplois.....	38
II.2.2. Salaires	38
II.4 Opinions des chefs d'entreprise	39
II.5 Réglementation des changes	41
II.6 Tendances des marchés et des prix	42
II.7 Pluviométrie	43
II.8 Commerce extérieur	43
II.8.1 Exportations des principaux produits.....	43
II.8.2 Importations des principaux produits	44
II.8.3 Balance commerciale	44
II.9 Situation monétaire	45
II.9.1 Avoirs extérieurs nets	45
II.9.2 Crédit intérieur	45
<i>II.9.2.1- Créances nettes sur l'État.....</i>	<i>45</i>
<i>II.9.2.2- Crédits à l'économie.....</i>	<i>45</i>
II.9.3 Masse monétaire	45
II.10 Finances publiques	46
II.11. Titres publics	47
II.12 Relations avec l'extérieur	47
 III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2025	 49
III.1. Secteur réel	50
III.2 Inflation	50
III.3 Finances publiques	50
III.4 Situation monétaire	50
 ANNEXES.....	 51
ÉQUIPE TECHNIQUE.....	56

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et Statistique d'Afrique subsaharienne
ANAC	: Agence Nationale de l'Aviation civile
ARPCE	: Autorité de Régulation des Postes et Communications électroniques
BAD	: Banque africaine de Développement
BEAC	: Banque des États de l'Afrique centrale
BIT	: Bureau international du Travail
BM	: Banque mondiale
BTA	: Bon du Trésor Assimilable
BTP	: Bâtiments et Travaux publics
BZV	: Brazzaville
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFCO	: Chemin de Fer Congo-Océan
CNI	: Commission nationale des investissements
COBAC	: Commission bancaire de l'Afrique centrale
DGB	: Direction générale du Budget
DGDDI	: Direction générale des douanes et des droits indirects
DGE	: Direction générale de l'Économie
DRN	: Direction des ressources naturelles
E²C	: Énergie électrique du Congo
FCFA	: Franc de la Coopération financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on Board
GWh	: Giga Watt heure
IARD	: Incendie, Accident et Risques divers
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économiques
OIT	: Organisation internationale du Travail
OTA	: Obligation du Trésor Assimilable
PAPN	: Port Autonome de Pointe-Noire
PEM	: Perspectives de l'Économie mondiale
PIB	: Produit intérieur brut
SCPFE	: Société de contrôle de produits forestiers à l'exportation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)	13
Tableau 2 : Inflation (en %)	14
Tableau 3: Évolution de la production et des exportations de bois en grume par zone	19
Tableau 4 : Production pétrolière (en millions de barils).....	20
Tableau 5: Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils).....	20
Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA).....	20
Tableau 7 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes)	21
Tableau 8 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes)	21
Tableau 9 : Évolution des exportations des bois transformés en millions de FCFA	21
Tableau 10 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume)	22
Tableau 11 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA) ...	22
Tableau 12 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes).....	23
Tableau 13 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA)	23
Tableau 15 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA) 24	
Tableau 16 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)	24
Tableau 17 : Évolution de la production en volume	24
Tableau 18 : Évolution des ventes (en tonnes).....	24
Tableau 19 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA)	25
Tableau 20: Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume).....	25
Tableau 21 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques.....	25
Tableau 22 : Évolution des achats de pétrole brut	25
Tableau 23 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)	26
Tableau 25 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)	26
Tableau 26 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique	28
Tableau 27 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA)	29
Tableau 28: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers	30
Tableau 29 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)	30
Tableau 30 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques.....	31
Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA)	31
Tableau 32 : Indicateurs des activités des hôtels.....	31
.....	32
Tableau 33 : Évolution du trafic commercial aérien	32
Tableau 34 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire.....	33
Tableau 35: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA)	33
Tableau 36: Indicateurs du transport maritime.....	34
Tableau 37: Indicateurs du transport terrestre	34

Tableau 38: Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)	34
Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit	35
Tableau 40 : Évolution du trafic des télécommunications	35
Tableau 41 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA).....	36
Tableau 42 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)	36
Tableau 43 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)	36
Tableau 44 : Évolution des indicateurs de l'activité de microfinance (en millions de FCFA).....	37
Tableau 45 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances(en millions de FCFA)...	37
Tableau 46 : Opinions des chefs d'entreprise sur les difficultés rencontrées	39
Tableau 47 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA)	44
Tableau 48 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA)	44
Tableau 49 : Évolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)	44
Tableau 50 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en milliards de FCFA)	45
Tableau 51 : Évolution des opérations financières de l'État (en milliards de FCFA)	46
Tableau A1: Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre).....	51
Tableau A2: Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)	52
Tableau A3 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par secteur d'activités.....	53
Tableau A4 : Évolution de la réglementation des changes au quatrième trimestre 2025	53
Tableau A5 : Tendance des prix sur le marché.....	54

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril).....	15
Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube).....	15
Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)	16
Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique).....	16
Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US	17
Graphique 6: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)	19
Graphique 7 : Évolution de la production d'eau potable (en 10 ³ m ³)	27
Graphique 8 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH).....	27
Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)	28
Graphique 10 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »	29
Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)	29
Graphique 12 : Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA)	32
Graphique 13 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers (en millions de FCFA).....	38
Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA).....	38
Graphique 15 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)	43
Graphique 16 : montants annoncés des OTA et BTA	47



Le ministère de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de la Prospective à travers la Direction générale de l'économie, a assuré le suivi de l'évolution des principaux indicateurs de conjoncture économique au cours du premier trimestre 2026.

La mission de suivi conjoncturelle s'est déroulée dans un contexte caractérisé, sur le plan international, par une croissance économique mondiale modérée, affectée par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et en Ukraine, provoquant une forte volatilité des prix de l'énergie, une résurgence des pressions inflationnistes ainsi qu'un relèvement des tarifs douaniers à l'échelle internationale. Au niveau national, ce suivi conjoncturel s'inscrit dans un contexte marqué par la réélection du Président de la République et par la poursuite de la mise en œuvre des politiques publiques engagées par le Gouvernement en faveur du développement économique et social. Cette dynamique est accompagnée de réformes structurantes dans les domaines de l'économie, de la sécurité et de l'éducation, visant à améliorer durablement les conditions de vie des populations.

En tant qu'outil d'aide à la décision, la note de conjoncture constitue un support essentiel d'information et d'orientation à l'intention des pouvoirs publics, des partenaires au développement ainsi que des investisseurs nationaux et étrangers. Elle contribue également à l'appréciation du niveau de mise en œuvre des programmes socioéconomiques du Gouvernement.

La présente édition examine l'évolution des activités économiques des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au cours du premier trimestre 2026, en comparaison avec la même période de l'année 2025. Elle met en lumière les principales tendances observées au sein de différentes branches d'activités économiques.

L'analyse des indicateurs de la conjoncture a mis en évidence une évolution globalement favorable de l'activité économique nationale au premier trimestre 2026. Cette évolution est portée d'une part, par le dynamisme des industries d'extraction d'hydrocarbures, cimentières, brassicoles, chimiques, « mécaniques et métalliques » et de raffinage de pétrole dans le secteur secondaire, et, d'autre part, par les performances des activités hôtelières, bancaires, commerciales, des télécommunications, des transports ainsi que des autres services dans le secteur tertiaire.

La publication actuelle met en évidence deux faits marquants : (i) la consolidation de la production d'hydrocarbures ; et (ii) la reprise de la production de bois sciés, dans un contexte marqué par l'interdiction d'exporter les bois en grume.

Je voudrais renouveler mes sincères remerciements aux chefs d'entreprise, aux institutions financières, aux administrations publiques ainsi qu'à l'ensemble des acteurs du secteur privé pour leur précieuse collaboration et leur disponibilité, qui ont grandement facilité les opérations de collecte des données menées par les agents de la Direction générale de l'économie.

Je forme le vœu que cette nouvelle édition réponde pleinement aux besoins de ses utilisateurs et demeure un instrument efficace au service de la prise de décision.

**Ministre de l'Économie, du Plan et de L'Intégration
régionale**

Ludovic NGATSE

AVANT-PROPOS



Conformément aux dispositions du décret n°2019-90 du 9 avril 2019, qui définit son organisation et ses attributions, la Direction générale de l'économie constitue l'organe technique chargé d'assister le ministre en charge de l'économie dans l'accomplissement de ses missions, notamment en matière de suivi de l'activité économique nationale.

Dans ce cadre, elle élabore et publie régulièrement la note de conjoncture économique, qui a pour objectif d'informer les utilisateurs des statistiques officielles, en particulier le Gouvernement, le secteur privé ainsi que les partenaires au développement, sur les principales évolutions de l'activité économique nationale. Cette publication fournit des éléments d'analyse essentiels à la prise de décisions économiques appropriées et contribue à l'évaluation à court terme, des résultats des programmes socio-économiques mis en œuvre.

La présente note de conjoncture s'articule autour de deux principales parties. La première est consacrée à l'environnement international et examine successivement l'évolution de la croissance économique et de l'inflation aux

niveaux mondial, régional et sous-régional, les cours des principales matières premières exportées par la République du Congo, les orientations des politiques monétaires mises en œuvre par les économies avancées ainsi que par les pays émergents et en développement, et enfin l'évolution du taux de change entre l'euro et le dollar américain.

La seconde partie porte sur l'économie nationale. Elle analyse les évolutions observées dans le secteur réel, les prix de certains produits agricoles, alimentaires et de transport, la situation de l'emploi, la dynamique entrepreneuriale, les échanges extérieurs, la situation monétaire, le marché financier ainsi que les relations économiques avec l'extérieur.

Les données ayant servi à l'élaboration de la présente note proviennent de l'enquête réalisée en mai 2026 auprès des entreprises publiques et privées ainsi que des administrations publiques. Elles ont été complétées et consolidées par les informations fournies par les principales structures productrices de statistiques officielles, notamment la Banque des États de l'Afrique centrale, la Direction générale des douanes et des droits indirects, la Direction générale des ressources naturelles, l'Institut national de la statistique, l'Agence nationale de l'aviation civile et la Direction générale du Trésor.

La Direction générale de l'économie saisit cette occasion pour exprimer sa profonde gratitude aux institutions financières ainsi qu'à l'ensemble des personnes ressources qui ont bien voulu apporter leur contribution à l'élaboration de ce document. Elle demeure par ailleurs attentive à toutes les observations et suggestions susceptibles d'enrichir le contenu et d'améliorer la qualité des éditions suivantes de cette note de conjoncture.

Directeur général de l'économie

Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Au premier trimestre 2026, l'économie mondiale a poursuivi son expansion dans un contexte marqué par une modération de l'inflation et un assouplissement progressif des conditions financières. La croissance est demeurée positive, soutenue par la résilience de l'activité dans les économies avancées et le dynamisme des pays émergents et pays en développement. Toutefois, les tensions géopolitiques persistantes et les incertitudes entourant le commerce international continuent de constituer des risques pour les perspectives économiques mondiales.

Sur le front des prix, les tensions inflationnistes se sont légèrement ravivées au premier trimestre 2026, sous l'effet de nouveaux chocs géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, et de la hausse des prix de l'énergie, comparativement au quatrième trimestre 2025.

Dans ce contexte, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'économie ont évolué avec une forte volatilité, en raison des craintes de perturbation des approvisionnements liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Globalement, les prix des matières premières se sont inscrits en hausse, à l'exception de ceux des grumes.

Sur le plan national, la conjoncture a été globalement favorable au premier trimestre 2026, portée par la bonne tenue des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur primaire a affiché une orientation moins favorable, marquée par un recul de ses activités, imputable principalement à la contraction de la production dans les branches de la pêche et de l'exploitation forestière.

La bonne orientation du secteur secondaire a été soutenue par le dynamisme des industries extractives d'hydrocarbures, des cimenteries, du raffinage de pétrole, des industries brassicoles, chimiques, mécaniques et métalliques, ainsi que par le secteur des bâtiments et travaux publics. Toutefois, cette évolution a été partiellement atténuée par le repli des activités dans la production et la distribution d'eau et d'électricité, ainsi que dans les industries alimentaires et métallurgiques.

Pour sa part, le secteur tertiaire a enregistré une évolution favorable, portée par la progression du chiffre d'affaires dans les branches des restaurants et hôtels, du commerce, des services bancaires, des télécommunications, des transports ainsi que des autres services.

S'agissant des finances publiques, la situation de l'État s'est dégradée en glissement annuel au premier trimestre 2026, en raison d'une baisse sensible du recouvrement des recettes, aussi bien pétrolières que non pétrolières, conjuguée à une hausse du niveau d'exécution des dépenses et prêts nets. Les soldes primaire et global, base engagements, sont demeurés excédentaires, mais à des niveaux relativement plus faibles qu'à la même période de l'année précédente.

Par ailleurs, le solde des échanges extérieurs s'est renforcé au premier trimestre 2026 par rapport à la période correspondante de 2025. Enfin, à fin mars 2026, l'évolution des principaux agrégats monétaires et du crédit est restée marquée par le renforcement de la position extérieure nette, accompagné d'un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'analyse de l'environnement international porte sur les éléments qui permettent d'apprécier l'évolution de l'activité économique au niveau mondial. Il s'agit de la croissance économique, de l'inflation, des cours des matières premières, de la politique monétaire et du taux de change euro-dollar.

I.1 Croissance mondiale

Au premier trimestre 2026, l'économie mondiale a poursuivi son expansion dans un contexte de modération de l'inflation et d'assouplissement progressif des conditions financières. La croissance est demeurée positive, soutenue par la résilience de l'activité dans les économies avancées et le dynamisme des pays émergents et en développement. Toutefois, les tensions géopolitiques persistantes et les incertitudes liées au commerce international constituent des risques pour les perspectives économiques mondiales.

Dans les économies avancées, l'activité économique s'est légèrement renforcée au premier trimestre 2026, soutenue par les bonnes performances de plusieurs grandes économies. Toutefois, la croissance est demeurée inégale entre les pays.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel s'est accélérée, passant de 0,1% au quatrième trimestre 2025 à 0,2% au premier trimestre 2026, soutenue par la progression des investissements et des exportations, malgré le ralentissement de la consommation des ménages et le recul des dépenses publiques.

Dans la zone euro, les performances sont demeurées différenciées. En Allemagne, le PIB a progressé de 0,3 %, après une hausse de 0,2 % au trimestre précédent, traduisant une légère amélioration de l'activité économique. À l'inverse, la France a enregistré une contraction de 0,1 %, après une croissance de 0,2 % au quatrième trimestre 2025, en raison du recul de la consommation privée, de l'investissement et des exportations.

Au Canada, l'activité économique est demeurée stable au premier trimestre 2026, après la contraction enregistrée au trimestre précédent. Au Royaume-Uni, la croissance s'est renforcée, passant de 0,1 % au quatrième trimestre 2025 à 0,2 % au premier trimestre 2026, soutenue par la progression de la consommation des ménages et des dépenses des administrations publiques.

En perspective, selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale devrait ralentir pour se fixer à 3,1% en 2026, contre 3,4% en 2025 dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques persistantes, les incertitudes entourant le commerce international et le renchérissement des matières premières.

Dans les pays avancés, la croissance devrait s'accroître légèrement pour atteindre 1,8% en 2026, soit un regain de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Aux États-Unis, l'activité économique progresserait à 2,3% en 2026, contre 2,1% en 2025, portée par le dynamisme de l'investissement privé, l'amélioration de la productivité et les effets favorables des mesures budgétaires et monétaires de soutien à l'activité.

Dans la zone euro, la croissance économique devrait ralentir pour se fixer à 1,1% en 2026, sous l'effet des incertitudes liées au commerce international, de la hausse des coûts de l'énergie et de la persistance de certaines contraintes structurelles qui continuent de peser sur l'investissement et la demande intérieure. En France, la croissance du PIB réel devrait se maintenir à 0,9%, soutenue par la résilience de la consommation intérieure. En Allemagne, l'activité économique devrait se redresser, avec une croissance de 0,8% en 2026, après 0,2% en 2025, portée notamment par le renforcement des dépenses publiques et l'amélioration progressive de la demande intérieure.

Au Japon, la croissance devrait ralentir à 0,7% en 2026, en raison de l'essoufflement de la demande extérieure et du ralentissement de la consommation. Au Royaume-Uni, l'activité économique devrait progresser à un rythme plus modéré, reflétant une demande intérieure moins dynamique et les effets persistants d'un environnement économique incertain. Au Canada, la croissance devrait également ralentir à 1,5% en 2026 sous l'effet du fléchissement de la demande extérieure et d'un rythme de consommation plus modéré.

Tableau 1: Croissance mondiale (en %)

	T4-25	T1-26	2025	2026
Monde	-	-	3,4	3,1
Pays avancés	-	-	1,9	1,8
États-Unis	0,1	0,4	2,1	2,3
Zone euro	0,2	-0,2	1,4	1,1
Allemagne	0,2	0,3	0,2	0,8
France	0,2	-0,1	0,9	0,9
Japon	0,2	0,5	1,2	0,7
Royaume-Uni	0,2	0,6	1,3	0,8
Canada	-0,2	0,0	1,7	1,5
Pays émergents et pays en développement	-	-	4,4	3,9
Chine	1,2	1,3	5,0	4,4
Inde	1,8	1,9	7,6	6,5
Brésil	0,3	1,1	2,3	1,9
Afrique subsaharienne	-	-	4,5	4,3
Nigéria	-	-	4,0	4,1
Afrique du Sud	0,4	0,5	1,1	1,0
CEMAC	-	-	2,6	3,0

Source : OCDE/FMI/BEAC

Au premier trimestre 2026, la croissance économique des pays émergents et pays en développement s'est consolidée, portée par le dynamisme de la demande intérieure, la vigueur de la production industrielle et la progression des investissements. Cette amélioration a été particulièrement observée en Chine, en Inde et au Brésil.

En Chine, la croissance économique s’est légèrement accélérée, passant de 1,2% au quatrième trimestre 2025 à 1,3% au premier trimestre 2026. En Inde, l’activité est demeurée dynamique, avec une progression de la croissance, passant de 1,8% au quatrième trimestre 2025 à 1,9% au premier trimestre 2026. Au Brésil, l’économie a enregistré un redressement de la croissance atteignant 1,1% au premier trimestre 2026, après 0,3% au trimestre précédent. Cette évolution reflète le renforcement de l’activité dans ces principales économies émergentes.

En perspective, la croissance des pays émergents et en développement devrait s’établir à 3,9% en 2026, selon le FMI, contre 4,4% prévu précédemment. Malgré ce ralentissement, l’activité resterait soutenue par la demande intérieure et l’investissement, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques, la hausse des prix de l’énergie et l’incertitude économique mondiale.

En 2026, la croissance du PIB réel des principales économies émergentes devrait connaître un ralentissement. En Chine, elle reculerait de 5,0% en 2025 à 4,4% en 2026. En Inde, la croissance demeurerait robuste, mais ralentirait également, passant de 7,6% à 6,5% sur la même période. Au Brésil, l’activité économique poursuivrait sa décélération, avec une croissance ramenée à 1,9% en 2026, après 2,3% en 2025.

La croissance économique de l’Afrique subsaharienne devrait légèrement ralentir, passant de 4,5% en 2025 à 4,3% en 2026. Cette décélération s’expliquerait par les tensions géopolitiques persistantes, la hausse des coûts énergétiques ainsi que la réduction des financements extérieurs. Dans ce contexte, l’activité économique au Nigéria devrait demeurer dynamique, avec une croissance portée à 4,1 % en 2026, tandis qu’en Afrique du Sud, la croissance devrait s’essouffler légèrement, revenant de 1,1% en 2025 à 1,0% en 2026.

Dans la zone CEMAC, le PIB réel devrait progresser pour atteindre 3,0% en 2026, contre 2,6% en 2025.

I.2 Inflation

Au premier trimestre 2026, l’économie mondiale a été marquée par une remontée modérée de l’inflation sous l’effet de nouveaux chocs géopolitiques (notamment au Moyen-Orient) et d’une hausse des prix de l’énergie, comparativement au quatrième trimestre 2025.

Dans les pays avancés, les tensions inflationnistes se sont accélérées au premier trimestre 2026, en raison principalement des chocs sur les prix de l’énergie et des tensions géopolitiques. Aux États-Unis, l’inflation s’est accélérée pour s’établir à 1,0% au premier trimestre 2026, après avoir été de 0,8% au quatrième trimestre

2025, en rapport avec des pressions sur les prix des services et l’effet des tarifs douaniers. Dans la zone euro, le taux d’inflation s’est établi 0,5%, contre 0,2% au quatrième trimestre 2025. En Allemagne, l’inflation s’est légèrement accélérée pour s’établir à 0,5% au premier trimestre 2026, après avoir été de 0,4% au trimestre précédent. En France, le taux d’inflation s’est établi à 0,3%, après avoir affiché un taux de -0,5% au quatrième trimestre 2025. Au Royaume-Uni, l’inflation s’est décélérée revenant de 0,6% au quatrième trimestre 2025 à 0,3% au premier trimestre 2026. Au Canada, le taux d’inflation est passé de 0,2% au quatrième trimestre 2025 à 0,5% au premier trimestre 2026.

En perspective, l’inflation mondiale devrait monter à 4,4% en 2026, contre 4,1% en 2025, principalement en raison de la hausse attendue des prix de l’énergie et des denrées alimentaires. Dans les pays avancés, l’inflation devrait s’accélérer pour se fixer à 2,8% en 2026, après avoir été de 2,5% en 2025. Aux États-Unis, le taux d’inflation se fixerait à 3,2% en 2026, contre 2,7% en 2025. Dans la zone euro, l’inflation devrait passer de 2,1% en 2025 à 2,6% en 2026. En Allemagne, l’inflation se fixerait à 2,7% en 2026 contre 2,3% en 2025. En France, elle s’établirait à 1,8% après avoir été à 0,9% en 2025. Au Japon, elle ralentirait pour se fixer à 2,2% en 2026, contre 3,2% en 2025. Au Royaume-Uni, elle fléchirait à 3,2% en 2026 contre 3,4% en 2025. Au Canada, le taux d’inflation s’établirait à 2,5% en 2026 contre 2,1% en 2025.

Tableau 2 : Inflation (en %)

	T4-25	T1-26	2025	2026
Monde	-	-	4,1	4,4
Pays avancés	-	-	2,5	2,8
États-Unis	0,8	1,0	2,7	3,2
Zone euro	0,2	0,5	2,1	2,6
Allemagne	0,4	0,5	2,3	2,7
France	-0,5	0,3	0,9	1,8
Japon	-	-	3,2	2,2
Royaume-Uni	0,6	0,3	3,4	3,2
Canada	0,2	0,5	2,1	2,5
Pays émergents et pays en développement	-	-	5,2	5,5
Chine	0,3	0,5	0,0	1,2
Inde	0,7	0,5	2,1	4,7
Brésil	0,6	1,4	5,0	4,0
Afrique subsaharienne	-	-	12,5	8,8
Nigéria	-	-	23,0	16,0
Afrique du Sud	-	-	3,2	3,9
CEMAC	-	-	2,0	2,7

Source : OCDE/FMI/BEAC

Dans les pays émergents et pays en développement, les tensions inflationnistes se sont globalement accélérées au premier trimestre 2026. En Chine, le taux d’in-

flation est passé de 0,3% au quatrième trimestre 2025 à 0,5% au premier trimestre 2026. En Inde, il s'est établi à 0,5% au premier trimestre 2026, contre 0,7% au quatrième trimestre 2025. Au Brésil, l'inflation devrait ralentir pour se fixer à 1,4% au premier trimestre 2026, après avoir été à 0,6% au quatrième trimestre 2025.

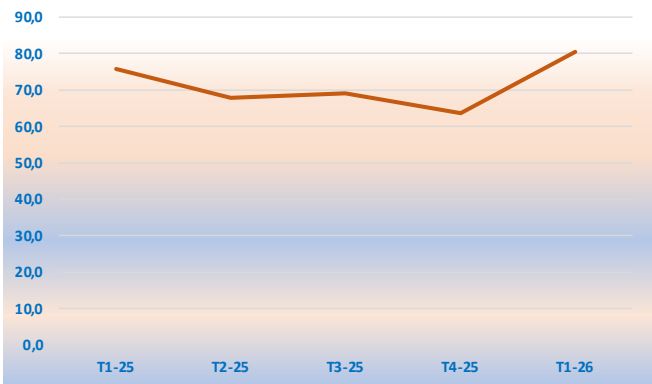
En perspective, l'inflation devrait se fixer à 5,5% dans les pays émergents et pays en développement en 2026, contre 5,2% en 2025. En Chine, l'inflation s'accélérerait pour s'établir à 1,2% en 2026, après avoir affiché un taux nul en 2025. En Inde, les tensions inflationnistes s'intensifieraient pour se fixer à 4,7% en 2026, contre 2,1% en 2025. Au Brésil, l'inflation devrait fléchir pour s'établir à 4,0% en 2026, contre 5,0% en 2025. En Afrique subsaharienne, l'inflation devrait décélérer, passant de 12,5% en 2025 à 8,8% en 2026, en raison de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que du durcissement des politiques monétaires. Au Nigéria, l'inflation devrait fléchir pour s'établir à 16,0% en 2026, contre 23,0% en 2025. En Afrique du Sud, elle situerait à 3,9% en 2026, contre 3,2% en 2025. Dans la zone CEMAC, l'inflation devrait se situer en dessous du seuil communautaire (3,0%), pour afficher un taux moyen annuel de 2,7% en 2026, contre un taux de 2,0% en 2025.

I.3 Cours des matières premières

Au premier trimestre 2026, les cours des matières premières suivis par les services de la Direction générale de l'économie ont connu une forte volatilité, sous l'effet des craintes de perturbation de l'approvisionnement liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En effet, les cours des matières premières ont enregistré une hausse, à l'exception du cours des grumes.

Le cours international du Brent a progressé de 6,4% pour atteindre 80,5 dollars US le baril au premier trimestre 2026, après avoir été de 75,6 dollars US le baril à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique par la contraction de l'offre de pétrole brut sur le marché international, à la suite des perturbations du transport de pétrole brut via le détroit d'Ormuz et des attaques contre les infrastructures énergétiques régionales.

Graphique 1: Cours du baril de pétrole (en dollar US/baril)

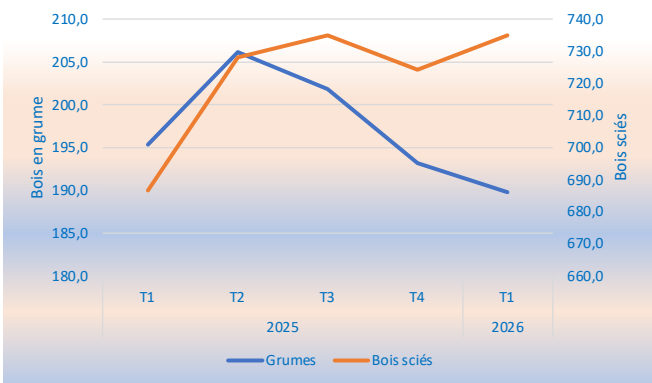


Source : Banque mondiale

En 2026, le prix international du pétrole devrait progresser de 24,6% pour se hisser à 86,0 dollars US le baril contre 69,0 dollars US le baril en 2025, sous l'effet de la persistance des perturbations de l'approvisionnement en pétrole liées au conflit au Moyen-Orient.

Au premier trimestre 2026, les bois en grume ont vu leurs cours s'effriter tandis que les bois débités ont renchéri. Le prix des grumes s'est fixé à 189,8 dollars US le mètre cube, contre 195,3 dollars US le mètre cube au premier trimestre 2025, soit une baisse de 2,8%. La diminution du prix des grumes résulte principalement de la faiblesse de la demande mondiale, en particulier sur le marché asiatique. Dans la même période, le cours des bois débités s'est établi à 734,8 dollars US le mètre cube au premier trimestre 2026, contre 686,6 dollars US le mètre cube au premier trimestre 2025, soit une augmentation de 7,0%. Cette hausse s'explique par une demande accrue des produits transformés sur les marchés asiatiques et européens, du fait de la reprise des investissements dans la construction et la rénovation immobilière.

Graphique 2 : Cours de bois (en dollar US/mètre cube)



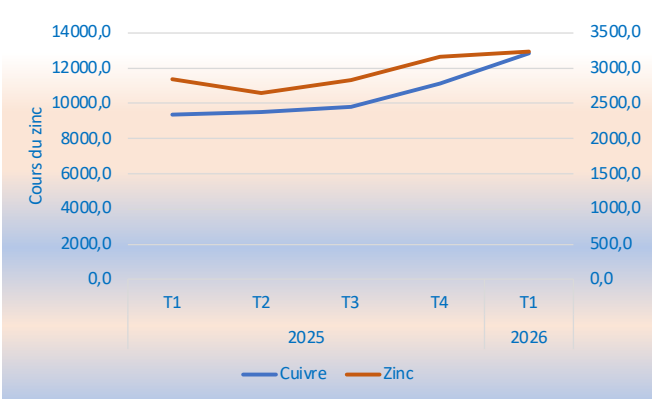
Source : Banque mondiale

En perspective, les cours de bois (grumes et débités) auraient une évolution mitigée sur l'ensemble de l'année 2026. Le cours moyen des grumes se fixerait à

190,0 dollars US le mètre cube, contre 199,0 dollars US le mètre cube en 2025, soit une baisse de 4,5%. Dans le même temps, le cours moyen de bois débités s'établirait à 725,0 dollars US le mètre cube en 2026, contre 718,0 dollars US le mètre cube en 2025, soit une hausse 1,0%.

Les cours du cuivre et du zinc ont enregistré une hausse au premier trimestre 2026, en lien avec les tensions géopolitiques accrues et une forte demande, soutenue par de forts investissements réalisés dans les énergies renouvelables et les infrastructures, notamment en Chine. En effet, les cours du cuivre et du zinc ont progressé respectivement de 37,2% et 14,2% en glissement annuel pour atteindre 12 830,7 dollars US et 3 239,6 dollars US la tonne métrique au premier trimestre 2026, après avoir été respectivement de 9 353,9 dollars US et 2 836,1 dollars US la tonne métrique au premier trimestre 2025.

Graphique 3 : Cours du cuivre et du zinc (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

Le cours du fer s'est fixé à 102,9 dollars US la tonne métrique au premier trimestre 2026, après avoir été de 101,6 dollars US la tonne métrique au même trimestre de l'année précédente, soit une progression de 1,3%.

Graphique 4 : Cours du fer (en dollar US/tonne métrique)



Source : Banque mondiale

En 2026, les cours des métaux afficheraient une tendance haussière, à l'exception du cours du fer. En effet, le cours du cuivre devrait bondir de 20,6% pour s'établir à 12 000,0 dollars US la tonne métrique en 2026, contre 9 947,0 dollars US la tonne métrique en 2025. Celui du zinc devrait progresser de 4,6% en 2026 pour se fixer à 3 000,0 dollars US la tonne métrique, contre 2 868,0 dollars US la tonne métrique en 2025. Cette hausse s'explique par une offre tendue, en particulier pour le cuivre, ainsi qu'une demande soutenue de la part des industries émergentes.

Cependant, le cours du fer devrait se contracter de 3,2%, passant de 100,2 dollars US la tonne métrique en 2025 à 97,0 dollars US la tonne métrique en 2026.

1.4 Politique monétaire

Au premier trimestre 2026, plusieurs banques centrales des économies avancées et des économies émergentes ont maintenu une orientation monétaire accommodante ou ont poursuivi l'assouplissement graduel de leur politique monétaire, favorisé par la modération des pressions inflationnistes observée en 2025. Toutefois, face à l'accroissement des incertitudes économiques et géopolitiques ainsi qu'aux risques de résurgence de l'inflation liés à la hausse des prix de l'énergie, certaines autorités monétaires ont adopté une approche plus prudente en maintenant leurs taux directeurs à des niveaux relativement élevés.

Aux États-Unis, à l'issue de sa réunion des 17 et 18 mars 2026, la Réserve fédérale (Fed) a décidé de maintenir la fourchette cible des fonds fédéraux entre 3,50% et 3,75%. Cette décision reflète la résilience de l'activité économique américaine, dans un contexte où l'inflation demeure relativement élevée et où les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuent d'alimenter les incertitudes.

Dans la zone euro, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), réuni le 19 mars 2026, a également opté pour le statu quo monétaire. Les trois taux directeurs sont ainsi restés inchangés, avec un taux de la facilité de dépôt fixé à 2,00 %, un taux des opérations principales de refinancement à 2,15 % et un taux de la facilité de prêt marginal à 2,40 %.

Au Canada, lors de sa réunion du 18 mars 2026, le Conseil de direction de la Banque du Canada (BdC) a maintenu le taux cible du financement à un jour à 2,25%, après sa réduction de 25 points de base intervenue en octobre 2025. Le taux officiel d'escompte est demeuré à 2,50%, tandis que le taux de rémunération des dépôts est resté fixé à 2,20%.

Au Japon, à l'issue de sa réunion des 18 et 19 mars 2026, le Comité de politique monétaire de la Banque

du Japon (BoJ) a décidé de maintenir son taux directeur à 0,75%, après l'avoir relevé de 25 points de base en décembre 2025. Cette décision traduit la volonté de l'institution de poursuivre une normalisation graduelle de sa politique monétaire tout en soutenant la reprise économique.

Au Royaume-Uni, le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), réuni le 18 mars 2026, a également opté pour le maintien de son taux directeur à 3,75%, après une réduction de 25 points de base intervenue en décembre 2025. La banque centrale a toutefois indiqué qu'elle demeurerait vigilante face aux risques inflationnistes et qu'elle était prête à intervenir si les anticipations d'inflation venaient à s'accroître.

Dans les économies émergentes, la Banque populaire de Chine (PBoC) a choisi de maintenir une orientation monétaire stable. Lors de sa décision du 24 février 2026, elle a laissé inchangés ses principaux taux directeurs afin de soutenir la reprise économique et de préserver la stabilité financière. Ainsi, le Loan Prime Rate (LPR) à un an, qui sert de référence pour les prêts accordés aux entreprises et aux ménages, est demeuré à 3,0%, tandis que le LPR à cinq ans, utilisé comme taux de référence pour les crédits immobiliers, est resté fixé à 3,5%.

En Inde, le Comité de politique monétaire de la Reserve Bank of India (RBI), réuni du 4 au 6 février 2026, a décidé d'abaisser son taux directeur (repo rate) à 5,25%. Cette décision s'inscrit dans un contexte marqué par une inflation maîtrisée et une demande intérieure demeurant robuste. Elle vise à soutenir l'activité économique et à stimuler l'investissement, malgré les pressions exercées sur la roupie par les incertitudes de l'environnement international.

Au Brésil, le Comité de politique monétaire (Copom) de la Banque centrale, réuni les 17 et 18 mars 2026, a décidé d'abaisser son taux directeur Selic de 25 points de base, le ramenant à 14,75 %. Cette mesure vise à accompagner le ralentissement de l'inflation et à soutenir l'activité économique, dans un contexte marqué par une forte incertitude liée aux tensions géopolitiques et à la volatilité des conditions financières internationales.

En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont, dans l'ensemble, conservé une orientation monétaire relativement accommodante afin de soutenir l'activité économique tout en poursuivant leurs efforts de maîtrise de l'inflation.

Au Nigéria, à l'issue de sa réunion des 23 et 24 février 2026, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria (CBN) a décidé d'abaisser son principal taux directeur (*Monetary Policy Rate – MPR*) de 50 points de base, le ramenant à 26,50%. Cette décision vise à consolider le processus de désinflation tout en évaluant les effets des mesures antérieures sur la

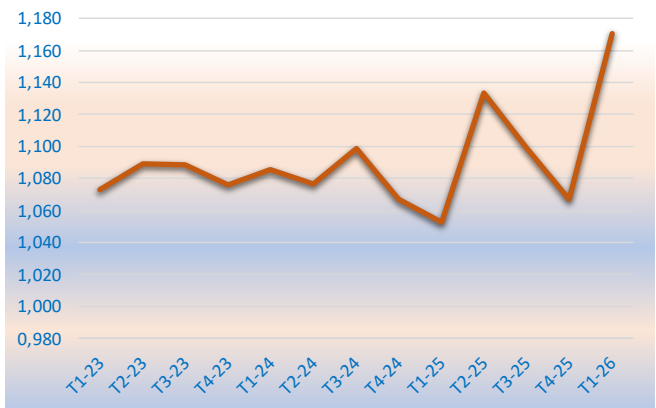
relance de l'économie. Par ailleurs, la CBN a maintenu le corridor asymétrique à +50/-450 points de base autour du MPR, le coefficient de réserves obligatoires (CRR) à 45,0%, le CRR à 75% applicable aux dépôts du secteur public, ainsi que le ratio de liquidité à 30,0%.

En Afrique du Sud, la Banque de réserve sud-africaine (*South African Reserve Bank – SARB*) a décidé, lors de la réunion de son Comité de politique monétaire du 29 janvier 2026, de maintenir son taux directeur à 6,75 %. Cette décision reflète une approche prudente des autorités monétaires face aux incertitudes persistantes entourant l'évolution de l'inflation et les perspectives de croissance de l'économie sud-africaine. La SARB a ainsi privilégié le statu quo afin de préserver la stabilité des prix tout en évaluant les risques pesant sur l'activité économique.

I.5 Taux de change euro-dollar

Au premier trimestre 2026, le taux de change euro-dollar s'est établi à 1,171, enregistrant un net rebond de 9,64 % par rapport au quatrième trimestre 2025. En glissement annuel, l'euro s'est apprécié de 11,2 % face au dollar américain, le taux de change étant passé de 1,067 au premier trimestre 2025 à 1,171 un an plus tard. Cette évolution traduit un renforcement significatif de la monnaie européenne sur les marchés des changes.

Graphique 5 : Taux de change euro-dollar US



Source : BCE

II. ÉCONOMIE NATIONALE

Dans cette partie traitant de l'économie nationale, l'analyse porte essentiellement sur le secteur productif, les tendances des marchés des prix de première nécessité et de transport, le commerce extérieur, la situation monétaire et le marché financier. L'évolution de la conjoncture est appréciée en glissement annuel, en comparant les réalisations du premier trimestre 2026 à celles du premier trimestre 2025.

II.1 Secteur réel

Au premier trimestre 2026, la conjoncture dans le secteur réel a été favorable dans le secteur secondaire et tertiaire, tandis que le secteur primaire a affiché une orientation moins favorable, marquée par un recul de ses activités.

II.1.1 Secteur primaire

Au premier trimestre 2026, le secteur primaire a enregistré une conjoncture défavorable, imputable au repli des activités dans les branches de la pêche et de l'exploitation forestière.

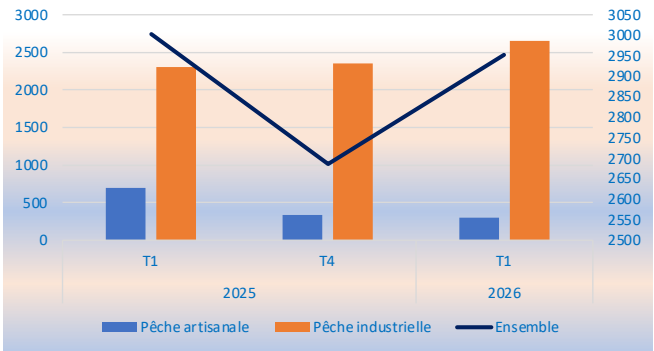
II.1.1.1 Pêche

Baisse de la production de la pêche maritime... Au premier trimestre 2026, la production de la pêche maritime a enregistré une baisse de 1,7% en glissement annuel. En effet, la production s'est établie à 2 953 tonnes après avoir été de 3 003 tonnes au premier trimestre de l'année précédente, en raison principalement des perturbations d'approvisionnement en gasoil, du changement de température des eaux marines qui influe sur la reproduction des poissons ainsi que de la mise en carénage de certains navires.

L'analyse par type de pêche fait ressortir des évolutions contrastées. La pêche artisanale a reculé de 57,0% en glissement annuel, tandis que la pêche industrielle a affiché une progression de 15,1% sur un an. Par ailleurs, l'analyse trimestrielle révèle une baisse de 50,9% et de 52,3%, res-

pectivement pour la pêche artisanale et industrielle.

Graphique 6: Évolution des captures de la pêche maritime (en tonnes)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.1.2 Exploitation forestière

Baisse de la production de bois en grume... Au premier trimestre 2026, la production de bois en grume s'est établie à 258 554 mètres cubes, contre 262 156 mètres cubes à la même période de l'année précédente, soit un repli de 28,4%.

Cette contre-performance s'explique principalement par la contraction du carnet de commandes ainsi que les contraintes opérationnelles rencontrées par les entreprises forestières. Celles-ci ont notamment été confrontées à des difficultés récurrentes d'approvisionnement en carburant, à l'indisponibilité du réseau électrique et à la dégradation de certaines infrastructures routières. À ces facteurs s'ajoutent les effets de nouvelles dispositions réglementaires relatives à l'interdiction d'exporter le bois sous forme de grumes, ainsi que l'insuffisance des capacités locales de transformation du bois.

Toutefois, l'analyse par zone d'exploitation met en évidence des évolutions contrastées. Alors que la zone nord a enregistré une progression de la production de 8,5%, la zone sud a connu une contraction de 36,9%, contribuant ainsi à la baisse globale observée.

Tableau 3: Évolution de la production et des exportations de bois en grume par zone

		T1-25	T1-26	Variations (en%)
Production de bois en grume (en m³)	Zone sud	57 090	36 000	-36,9
	Zone nord	205 066	222 554	8,5
	Ensemble	262 156	258 554	-28,4
Exportations des grumes	Volumes (en m³)	78 081	68 578	-12,2
	Valeurs (en millions FCFA)	7 721	7 058	-8,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Recul des exportations de bois en grume... Comparativement au premier trimestre 2025, le volume des exportations de bois en grume a poursuivi sa tendance baissière au premier trimestre 2026, enregistrant un recul de 12,2%, pour s'établir à 68 578 mètres cubes contre 78 081 mètres cubes un an auparavant. Cette évolution

résulte principalement de la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant à interdire les exportations de grumes au profit de leur transformation locale, dans le but de renforcer la création de valeur ajoutée au sein de la filière forestière nationale.

II.1.2 Secteur secondaire

Au premier trimestre 2026, le secteur secondaire a affiché une conjoncture favorable, soutenue par la bonne tenue des activités dans les industries extractives d'hydrocarbures, les cimenteries, le raffinage de pétrole, ainsi que les industries brassicoles, chimiques, mécaniques et métalliques, sans oublier le dynamisme du secteur des bâtiments et travaux publics. Toutefois, cette évolution a été partiellement atténuée par le repli des activités dans la production et la distribution d'eau et d'électricité, ainsi que dans les industries alimentaires et métallurgiques.

II.1.2.1 Extraction des hydrocarbures

1. Production pétrolière

Augmentation de la production pétrolière... Au premier trimestre 2026, la production pétrolière en volume a augmenté de 9,4% par rapport à la même période en 2025, passant de 23,8 millions de barils à 26,0 millions de barils. Cette hausse est principalement attribuable à la mise en service de nouveaux forages.

Tableau 4 : Production pétrolière (en millions de barils)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	23,7	25,8	9,0
Djeno mélange	19,1	19,7	3,5
Nkossa blend	3,8	5,1	34,1
Yombo	0,8	1,0	21,3
GPL	0,1	0,2	88,2
Propane	0,1	0,1	66,7
Butane	0,0	0,1	129,3
Ensemble	23,8	26,0	9,4

Sources : DGH et DGRN

Au premier trimestre 2026, les exportations de pétrole en volume ont atteint 24,3 millions de barils, contre 22,7 millions de barils un an plus tôt, soit une progression de 6,9% en glissement annuel, en lien avec l'augmentation des exportations des huiles brutes de pétrole (+5,4%) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL), dont le volume a bondi de 505,7%.

Tableau 5: Évolution des exportations de pétrole (en millions de barils)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	22,7	23,9	5,4
Djeno mélange	18,3	19,0	3,9
Nkossa blend	3,8	3,8	0,0
Yombo	0,5	1,0	95,6
GPL	0,1	0,4	505,7
Propane	0,0	0,3	
Butane	0,1	0,1	98,6
Ensemble	22,7	24,3	6,9

Sources : DGH et DGRN

Au premier trimestre 2026, les exportations de pétrole en valeur ont progressé de 1,9%, pour s'établir à 1 074,8 milliards de FCFA contre 1 054,3 milliards de FCFA une année auparavant. Cette performance s'explique, entre autres, par la hausse des cours du baril du pétrole.

Tableau 6 : Évolution des exportations de pétrole en valeur (en milliards de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Huiles brutes de pétrole	1 051,9	1 066,5	1,4
Djeno mélange	846,2	848,9	0,3
Nkossa blend	180,1	174,3	-3,2
Yombo	25,6	43,3	69,1
GPL	2,4	8,3	245,8
Propane	0,0	4,2	
Butane	2,4	4,1	70,8
Ensemble	1 054,3	1 074,8	1,9

Sources : DGH et DGRN

II.1.2.2 Industries de transformation de bois

1. Production

Hausse de la production de bois transformés... Au premier trimestre 2026, la production des industries de transformation de bois a connu une hausse globale de 2,9% en glissement annuel. Cette évolution, favorisée notamment par une orientation vers la transformation locale du bois, résulte principalement de la forte progression constatée dans la production des placages déroulés, qui a presque doublé (+98,6%), passant de 2 711 mètres cubes à 5 383 mètres cubes.

En revanche, la production de contreplaqués et celle des sciages ont enregistré des replis respectifs de 47,1% et de 0,2%. Cependant, cette évolution des sciages s'ac-

compagne de disparités géographiques, avec une baisse marquée dans la zone sud (-20,4%), alors que la production demeure quasi stable dans la zone nord (0,0%).

Tableau 7 : Évolution de la production de bois transformés (en mètres cubes)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Sciages	76721	76569	-0,2
Zone sud	560	446	-20,4
Zone nord	76161	76123	0,0
Placages déroulés	2711	5383	98,6
Contreplaqués	4527	2396	-47,1
Ensemble			2,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Exportations de bois transformés en volume

Repli des exportations de bois transformés... Le premier trimestre 2026 a été marqué par une contraction des quantités de bois exportés de 7,3% en glissement annuel.

Le recul enregistré s’explique essentiellement par la contraction de 10,1% des exportations de bois sciés, en raison des contraintes logistiques liées à la détérioration des infrastructures routières provoquée par les fortes pluies, des perturbations dans l’approvisionnement en carburant et des variations du volume maximum d’abattage (VMA).

À l’inverse, les exportations de placages déroulés affichent une progression remarquable de 89,8%, atteignant 5 553 mètres cubes contre 2 926 mètres cubes au premier trimestre 2025, du fait de la vigueur de la demande extérieure.

Tableau 8 : Évolution des exportations en volume (en mètres cubes)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Bois sciés	56 688	50 971	-10,1
Placages déroulés	2 926	5 553	89,8
Ensemble			-7,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Exportations en valeur

Hausse des exportations en valeur des bois transformés... Au premier trimestre 2026, la valeur des exportations des bois transformés a progressé de 3,0% en glissement annuel, pour s’établir à 21 644 millions de FCFA contre 21 008 millions de FCFA un an auparavant.

Cette hausse est principalement attribuable à la forte augmentation de la valeur des exportations de placages déroulés (+80,8%) et, dans une moindre mesure, à celle des bois sciés (+0,3%).

Dans l’ensemble, cette évolution résulte d’un effet prix favorable ainsi qu’un rééquilibrage progressif de la structure des exportations en faveur de produits à plus forte valeur ajoutée, et ce malgré la contraction des quantités exportées.

Tableau 9 : Évolution des exportations des bois transformés en millions de FCFA

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Bois sciés	20 291	20 348	0,3
Placages déroulés	717	1 296	80,8
Ensemble	21 008	21 644	3,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.3 Industries de boissons et tabacs

1. Production

Hausse de la production des industries de boissons et tabacs... Au premier trimestre 2026, la production globale des industries de boissons et de tabacs a progressé de 20,5% en glissement annuel, en lien avec la hausse de la production de boissons et produits laitiers et des produits à base de tabacs.

La production des boissons et produits laitiers a augmenté de 12,2%, portée par la hausse de la production des boissons non alcoolisées (+14,9%) et des boissons alcoolisées (+3,4%), malgré le recul de la production des produits laitiers (-21,9%). L’augmentation de la production des boissons alcoolisées et non alcoolisées s’explique notamment par l’acquisition de nouvelles machines plus performantes, améliorant ainsi la productivité sur les lignes et sites de production.

Par ailleurs, les produits à base de tabac ont enregistré une hausse de la production (+66,7%) au cours de la période sous revue. Cette progression, s’inscrit dans une dynamique de rattrapage, après le faible niveau observé au premier trimestre 2025, suite à l’arrêt de certains équipements techniques.

Tableau 10 : Évolution de la production des industries de boissons et de tabacs (en volume)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers			12,2
<i>Boissons non alcoolisées (10³ hl)</i>			14,9
Eau minérale	797,3	928,0	16,4
Autres boissons non alcoolisées	211,0	240,0	13,7
<i>Boissons alcoolisées (10³ hl)</i>			3,4
Bières	467,4	474,0	1,4
Autres boissons alcoolisées	18,9	26,9	42,3
<i>Produits laitiers (10³ litres)</i>			-21,9
Yaourt	256,0	200,0	-21,9
Produits à base de tabac (10⁶ paquets)			66,7
Cigarettes	7,2	12,0	66,7
Ensemble			20,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Chiffre d'affaires

Progression du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs... Parallèlement à l'augmentation de la production observée au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires global des industries de boissons et de tabacs a progressé de 17,3%, passant de 48 817 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 57 274 millions de FCFA. Cette évolution est principalement tirée par la hausse du chiffre d'affaires des boissons et produits laitiers (+19,3%), soutenue notamment par les bonnes performances des ventes de boissons alcoolisées (+32,5%).

Concernant les produits à base de tabac, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,6%, passant de 5 752 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 5 899 millions de FCFA au premier trimestre 2026.

Tableau 11 : Évolution du chiffre d'affaires des industries de boissons et de tabacs (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Boissons et produits laitiers	43 065	51 375	19,3
<i>Boissons non alcoolisées</i>	15 825	15 370	-2,9
Eau minérale	6 950	7 716	11,0
Autres boissons non alcoolisées	8 875	7 654	-13,8
<i>Boissons alcoolisées</i>	26 916	35 671	32,5
Bières	25 871	34 003	31,4
Autres boissons alcoolisées	1 045	1 668	59,6
<i>Produits laitiers</i>	324	334	3,1
Yaourt	324	334,0	3,1
Produits à base de tabac	5 752	5 899	2,6
Cigarettes	5 752	5 899	2,6
Ensemble	48 817	57 274	17,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.4 Industries alimentaires

1. Production

Baisse de la production des industries alimentaires... Au premier trimestre 2026, la production totale des industries alimentaires a baissé de 2,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse est essentiellement imputable au recul de la production des produits de minoterie (-3,8%), en rapport avec, entre autres, les difficultés liées à la logistique, au transport et à l'approvisionnement en électricité et carburant. En revanche, les autres produits alimentaires ont vu leur production progresser de 14,0% en glissement annuel.

Tableau 12 : Évolution de la production des autres industries alimentaires (en tonnes)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Produits de minoteries			-3,8
Farine de blé	60 698	57 577	-5,1
Son de blé	16 689	17 318	3,8
Produits à base de farine de blé			-2,6
Pains	59 787	58 248	-2,6
Produits de pâtisserie	2 186	2 130	-2,6
Beignets	11 778	11 479	-2,5
Autres produits alimentaires			14,0
Produits de proven- derie	3 410	3 887	14,0
Ensemble			-2,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Chiffre d'affaires

Contraction du chiffre d'affaires des industries alimentaires... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires global des industries alimentaires a enregistré un recul de 2,2%, ressortant à 82 593 millions de FCFA contre 84 447 millions de FCFA au premier trimestre 2025. Cette contraction s'explique par la baisse du chiffre d'affaires des produits de minoterie (-7,4%) consécutive à la régression de la production.

Tableau 13 : Évolution du chiffre d'affaires des autres industries alimentaires (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Produits des minote- ries	21 778	20 157	-7,4
Farine de blé	18 719	17 616	-5,9
Son de blé	3 058	2 541	-16,9
Produits à base de fa- rine de blé	61 586	61 213	-0,6
Pains	47 120	46 832	-0,6
Produits de pâti- serie	4 498	4 470	-0,6
Beignets	9 969	9 912	-0,6
Autres produits ali- mentaires	1 083	1 223	12,9
Produits de pro- venderie	1 083	1 223	12,9
Ensemble	84 447	82 593	-2,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.5 Industries métalliques et mécaniques

1. Production

Hausse de la production des industries métalliques et mécaniques... Comparativement au premier trimestre 2025, la production des industries métalliques et mécaniques a progressé de 4,0% au premier trimestre 2026. Cette évolution est portée par l'augmentation de la production des travaux de gros œuvres (+5,5%), en lien avec le respect des délais d'exécution ainsi que l'élargissement du portefeuille clients.

Tableau 14 : Évolution de la production en volume des industries métalliques et mécaniques

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Tôles en aluminium (en tonnes)	190	179	-5,8
Cartouches de chasse (en milliers de pa- quets)	134	102	-23,9
Travaux gros œuvres (en milliers heures trav.)	550	580,3	5,5
Ensemble			4,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Chiffre d'affaires

*Progression du chiffre d'affaires des industries métal-
liques et mécaniques...* Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires global des industries métalliques et mécaniques a enregistré une augmentation de 6,2%, pour s'établir à 16 187 millions de FCFA, contre 15 244 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. En effet, cette évolution favorable est attri-
buable à l'accroissement du chiffre d'affaires de tôles en aluminium (+9,4%) et des travaux de gros œuvres (+8,5%). À l'inverse, le chiffre d'affaires de cartouches de chasse a reculé de 30,3%.

La performance enregistrée par cette branche s'ex-
plique notamment par la mise en œuvre de nouveaux
projets, la sécurisation de la chaîne d'approvisonne-
ment, le renforcement de la politique commerciale, la
fidélisation de la clientèle ainsi que le respect des enga-
gements contractuels.

Tableau 15 : Évolution du chiffre d'affaires des industries mécaniques et métalliques (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Tôles en aluminium	545	596	9,4
Cartouches de chasse	922	643	-30,3
Travaux gros œuvres	13 777	14 948	8,5
Ensemble	15 244	16 187	6,2

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.6 Industries métallurgiques

L'industrie métallurgique regroupe toutes les activités de première transformation des métaux provenant des minerais extraits du sous-sol, ainsi que la production de produits semi-finis, comme les tuyaux en acier, en aluminium ou en cuivre.

1. Production

Diminution de la production des industries métallurgiques... Au premier trimestre 2026, la production des industries métallurgiques a reculé de 55,9% par rapport au premier trimestre 2025. Cette contraction est en lien avec la contreperformance de la production des cathodes de cuivre (-68,2%) et des lingots de zinc (-35,4%).

Au cours de cette période, la production des cathodes de cuivre en volume a atteint 482,8 tonnes au premier trimestre 2026, contre 1 520,0 tonnes au premier trimestre 2025 et celle des lingots de zinc en volume s'est établie à 2 038,3 tonnes au premier trimestre 2026, contre 3 155,0 tonnes à la même période de l'année précédente. Cette évolution est la conséquence, d'une part, du contentieux entre actionnaires de l'entreprise exploitante, ce qui a perturbé la fluidité de canaux de production et de distribution et, d'autre part, de l'épuisement des réserves de minerais de cuivre et la baisse continue de la teneur en métal.

Tableau 16 : Production des industries métallurgiques (en tonnes)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Cathodes de cuivre	1 520,0	482,8	-68,2
Lingots de zinc	3 155,0	2 038,3	-35,4
Ensemble			-55,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.7 Industries des minéraux non métalliques

1. Production

Augmentation de la production des industries des minéraux non métalliques... Au premier trimestre 2026, la production des industries des minéraux non métalliques a connu une hausse de 18,9% par rapport à la même période de l'année 2025, résultant de la production du ciment hydraulique et du clinker.

La production du ciment hydraulique a progressé de 23,2%, passant de 245 405 tonnes au premier trimestre 2025 à 308 051 tonnes au premier trimestre 2026. De même, la production de clinker a augmenté de 11,5% pour s'établir à 199 184 tonnes au premier trimestre 2026 contre 178 662 tonnes au premier trimestre de l'année précédente. Cette dynamique s'explique essentiellement par l'augmentation des capacités de production des entreprises du secteur, ainsi que la reprise progressive de certains chantiers d'infrastructures publiques, notamment les travaux routiers et les opérations d'aménagement urbain qui ont connu un ralentissement en 2025.

Tableau 17 : Évolution de la production en volume

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Ciment hydraulique	245 405	308 051	23,2
Ciment portland 32.5	112 166	120 127	7,1
Autres ciments portland (45N et 45R)	133 239	187 924	41
Clinker	178 662	199 184	11,5
Ensemble			18,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Ventes en volume

Hausse des ventes des industries des minéraux non métalliques... Au premier trimestre 2026, les ventes en volume des industries des minéraux non métalliques ont évolué dans le même sens que la production. En glissement annuel, elles ont enregistré une hausse de 1,9%, portée principalement par le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics », dont les besoins croissants en matériaux de construction ont soutenu la demande.

Tableau 18 : Évolution des ventes (en tonnes)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Ciment hydraulique	237 844	237 260	3,2
Ciment portland 32.5	100 654	129 792	28,9
Autres ciments portland (45N et 45R)	137 190	107 468	-21,7
Clinker	29 000	28 100	-3,1
Ensemble			1,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Chiffre d'affaires

Hausse des ventes des industries minérales non métalliques... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires global des industries des minéraux non métalliques s'est établi à 19 775 millions de FCFA, contre 17 680 millions de FCFA à la même période de 2025, soit une hausse de 11,9% en glissement annuel. Cette progression masque des disparités entre les deux produits. En effet, le chiffre d'affaires du ciment hydraulique a progressé de 11,9 %, tandis que celui du clinker a enregistré un repli de 3,1%.

Tableau 19 : Évolution du chiffre d'affaires du ciment (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Ciment hydraulique	16 488	18 620	12,9
Ciment portland 32.5	6 692	7 599	13,6
Autres ciments portland (45N et 45R)	9 796	11 021	12,5
Clinker	1 192	1 155	-3,1
Ensemble	17 680	19 775	11,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.8 Industries chimiques et matières plastiques (hors raffinage des produits pétroliers)

1. Production

Augmentation de la production des industries chimiques et matières plastiques... Au premier trimestre 2026, la production des industries chimiques et des matières plastiques a enregistré une hausse globale de 44,3% par rapport à la même période un an plus tôt, portée par l'augmentation de la production de peinture (+99,1%), de casiers en plastique (+83,7%) et d'autres produits en plastique (+56,6%). Cette dynamique s'explique notamment par le renforcement du carnet de commandes.

Tableau 20: Évolution de la production des industries chimiques et matières plastiques (en volume)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Gaz industriel (10 ³ m ³)	1 153,80	732	-36,6
Peinture (tonnes)	241,4	480,5	99,1
Mousses (tonnes)	461,6	569,1	23,3
Films plastiques (tonnes)	127,6	143,9	12,8
Casiers en plastique (10 ³ pièces)	110,5	203	83,7
Autres produits en plastique	228,4	357,7	56,6
Ensemble			44,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques... Le chiffre d'affaires des industries chimiques et des matières plastiques a progressé de 2,4% en glissement annuel, passant de 6 713,1 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 6 874,0 millions de FCFA au premier trimestre 2026, consécutivement à la hausse du chiffre d'affaires du gaz industriel (+37,0%), de la peinture (+12,5%), des mousses (+4,1%) et des films plastiques (+16,1%).

Tableau 21 : Évolution du chiffre d'affaires des industries chimiques et matières plastiques (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Gaz industriel	439,3	602,0	37,0
Peinture	682,8	768,0	12,5
Mousses	3943,1	4106,0	4,1
Films plastiques	190,3	221,0	16,1
Casiers en plastique	594,2	535,0	-10,0
Autres produits en plastique	863,4	642,0	-25,6
Ensemble	6713,1	6874,0	2,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.9 Industrie de raffinage de pétrole

1. Achat de pétrole brut

Accroissement des achats de pétrole brut... Au premier trimestre 2026, les volumes de pétrole brut acquis par l'industrie de raffinage ont enregistré une hausse de 12,9%, atteignant 1,5 million de barils contre 1,4 million de barils au cours de la même période de 2025. En parallèle, la valeur de ces achats a progressé de 6,4%, passant de 61 412 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 65 347 millions de FCFA au premier trimestre 2026.

Tableau 22 : Évolution des achats de pétrole brut

Libellés	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Quantité (en millions de barils)	1,4	1,5	12,9
Valeurs (en millions de FCFA)	61 412	65 347	6,4

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, mai 2026)

2. Production des produits pétroliers raffinés

Hausse de la production des produits pétroliers raffinés... Au premier trimestre 2026, la production des produits pétroliers raffinés a enregistré une hausse de 23,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution positive a concerné la quasi-totalité des produits raffinés, à l'exception de l'essence légère, dont la production a reculé de 15,3%. Cette performance s'explique principalement par l'accroissement des volumes de pétrole brut réceptionnés et traités par la raffinerie au cours de la période.

Tableau 23 : Production des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Gaz butane	898	2 486	176,8
Super carburant	10 489	19 556	86,4
Kérosène	8 917	10 650	19,4
Gasoil	36 999	49 052	32,6
Fuel V 380	84 678	98 133	15,9
Fuel V180	950	1 155	21,6
Essence légère	11 357	9 615	-15,3
Ensemble			23,6

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, mai 2026)

3. Ventes en volume des produits pétroliers raffinés

Hausse des ventes en volume des produits pétroliers raffinés... Représentant l'accroissement de la production, les ventes en volume des produits raffinés et gaziers ont enregistré une hausse de 30,8% au premier trimestre 2026. Cette évolution se justifie par la progression des ventes tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur. En effet, les ventes domestiques ont augmenté de 46,1% et celles destinées à l'exportation se sont accrues de 20,7%, sous l'effet des facteurs précédemment évoqués.

Tableau 24 : Évolution des ventes en volume des produits pétroliers raffinés (en tonnes métriques)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Marché intérieur			46,1
Gaz butane	977	2517	157,6
Super carburant	11 668	15 769	35,1
Kérosène	8 429	19 355	129,6
Gasoil	38 406	48 196	25,5
Fuel V180	492	1 772	260,2
Marché extérieur			20,7
Fuel V 380	74 855	98 766	31,9
Essence légère	15 530	10 329	-33,5
Ensemble			30,8

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, mai 2026)

4. Ventes en valeur des produits pétroliers raffinés

Augmentation des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés... Au premier trimestre 2026, les ventes en valeur des produits pétroliers raffinés ont enregistré une progression de 33,8% en glissement annuel, atteignant 69 101 millions de FCFA contre 51 629 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette performance s'explique par la hausse des ventes sur les marchés intérieur et extérieur, dont les valeurs ont respectivement augmenté de 35,6% et 32,5%.

Tableau 25 : Évolution des ventes en valeur des produits pétroliers raffinés (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Marché intérieur	29 096	38 552	32,5
Gaz butane	195	503	157,6
Super carburant	7 539	10 397	37,9
Kérosène	4 301	5 754	33,8
Gasoil	16 953	21 510	26,9
Fuel oil V180 local	107	387	260,1
Marché extérieur	22 533	30 549	35,6
Fuel V 380	19 409	27 474	41,6
Essence légère	3 124	3 075	-1,6
Ensemble	51 629	69 101	33,8

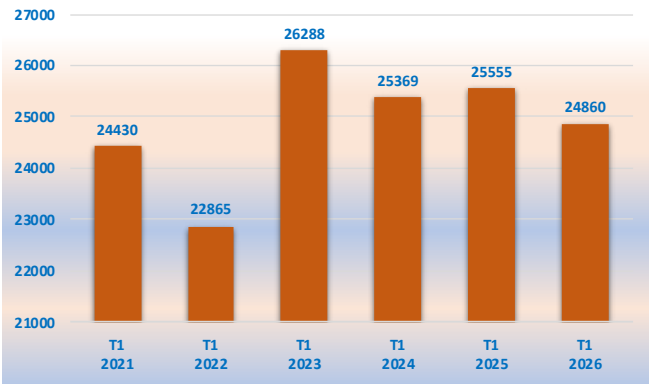
Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.10 Industries de production et distribution d'eau et d'électricité

Baisse de la production et distribution d'eau et d'électricité... Au premier trimestre 2026, la production d'eau potable et de l'énergie électrique a accusé une baisse en glissement annuel, notamment en lien avec l'impact de la baisse des niveaux de production, causée par les coupures et les fluctuations d'eau et d'électricité.

La production d'eau potable s'est contractée de 2,7%, s'affichant à 24,9 millions de m³ au premier trimestre 2026, contre à 25,6 millions de m³ au trimestre correspondant de l'année précédente.

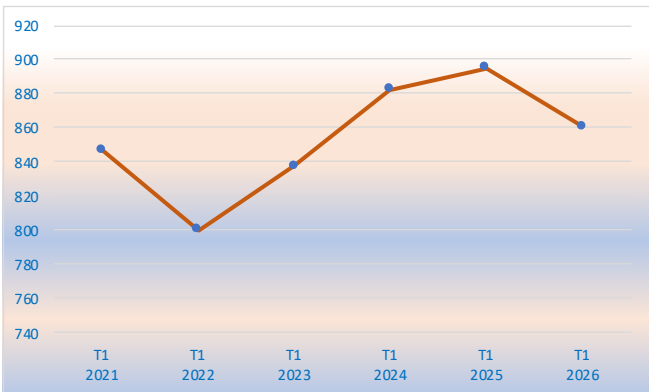
Graphique 7 : Évolution de la production d'eau potable (en 10³ m³)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

La production d'énergie électrique, qui était de 895 GWH au premier trimestre 2025 est revenue à 860 GWH à la même période de l'année suivante, en recul de 3,9%. Cette baisse globale est consécutive à celle de l'énergie hydroélectrique (-48,4 GWH), ce nonobstant l'amélioration de la production à gaz (+19,7%).

Graphique 8 : Évolution de la production d'énergie électrique (en GWH)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Les quantités vendues sont en baisse, tant pour l'eau potable, que pour l'énergie électrique. En effet, les ventes d'eau potable ont accusé une baisse de 21%, s'établissant à 11485 milliers de m³ au premier trimestre 2025 contre 14542 milliers de m³ au même trimestre de l'année précédente.

Les ventes d'énergie électrique sont en recul de 3,9%, revenant à 470 GWH au premier trimestre 2026, contre 489 GWH au premier trimestre 2025, une année après. Pendant ce temps, les pertes dues au transport et à la distribution d'électricité ont représenté 46% de la production totale au premier trimestre 2026 contre 48% au premier trimestre 2025, soit moins de 2 points de %.

Le nombre d'abonnés s'est accru de 3,2% en glissement annuel, pour les sociétés de production d'énergie électrique, s'établissant à 515,3 milliers d'abonnés à fin mars 2026, et de 3,0%, à 250,5 milliers d'abonnés pour la société LCDE.

Le chiffre d'affaires global a progressé de 17,7% en glissement annuel, pour ressortir à 46,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, tiré par l'énergie électrique (19%), ce malgré la contraction du chiffre d'affaires réalisé sur les ventes d'eau potable (-2,4%).

Tableau 26 : Production et distribution d'eau et d'énergie électrique

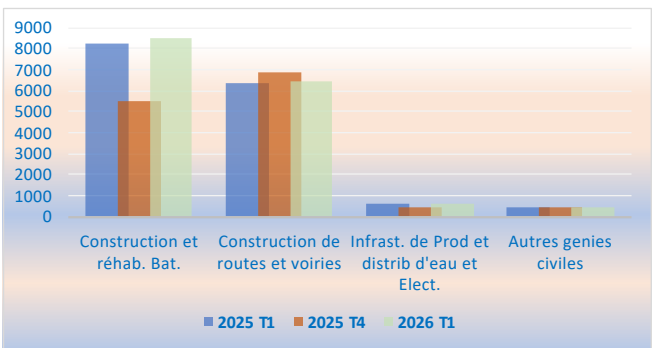
Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-26	T1-26/T1-25
I-Production effective par produit					
- Energie électrique (GWH)	895	888	860	-3,2	-3,9
Energie hydroélectrique (GWH)	310	669	160	-76,1	-48,4
Energie à gaz (GWH)	585	620,9	700	12,7	19,7
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	25 555	23 871	24 860	4,1	-2,7
II- Quantité vendue par produit					
- Energie électrique (GWH)	489	481	470	-2,3	-3,9
Energie hydroélectrique (GWH)	460,4	481,3	462,7	-3,8	0,5
Energie à gaz (GWH)	28	-	-	-	-
Pertes d'énergie électrique (en %)	48	46	46	-	-
- Eau potable (en 10 ³ m ³)	14 542	15 999	11 485	-28,2	-21,0
III- Abonnement					
- Nombre d'abonnés E2C et CEC (en milliers)	499,4	502 2	515,3	2,6	3,2
- Nombre d'abonnés LCDE (en milliers)	243,3	259,7	250,5	-3,5	3,0
IV- Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
- Energie électrique	37 044	38 161	34 091	15,5	19,0
Energie hydroélectrique	22 211	22 633	26 367	16,5	18,7
Energie à gaz	14 833	15 508	17 724	14,3	19,5
- Eau potable	2 342	3 386	2 286	32,5	-2,4
Total chiffre d'affaires	39 386	41 547	46 377	11,6	17,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.2.11 Bâtiments et travaux publics

Hausse du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics... Au premier trimestre 2026, l'analyse des données de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » révèle une progression du chiffre d'affaires global de 2,3% en glissement annuel et de 20,0% par rapport au trimestre précédent. La performance de cette branche s'explique principalement par le dynamisme des activités de construction et de réhabilitation des bâtiments, dont le chiffre d'affaires a bondi de 3,1%, ainsi que par la progression de 1,4% de celui des travaux de construction de routes et des voiries urbaines en glissement annuel.

Graphique 9 : Évolution du chiffre d'affaires des bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3 Secteur tertiaire

Au premier trimestre 2026, le secteur tertiaire a affiché une évolution favorable, portée par la progression du chiffre d'affaires dans les branches des restaurants et hôtels, du commerce, des services bancaires, des télécommunications, des transports ainsi que des autres services.

II.1.3.1 Commerce

Hausse du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » s'est accru de 1,6%, s'établissant à 234 918 millions de FCFA contre 231 269 millions de FCFA au premier trimestre 2025. Cette performance est due principalement à la hausse des ventes dans le commerce des produits pharmaceutiques (+4,4%), des véhicules (+26,7%) et des autres produits (+0,2%).

Tableau 27 : Évolution du chiffre d'affaires de la branche « Commerce » (en millions de FCFA)

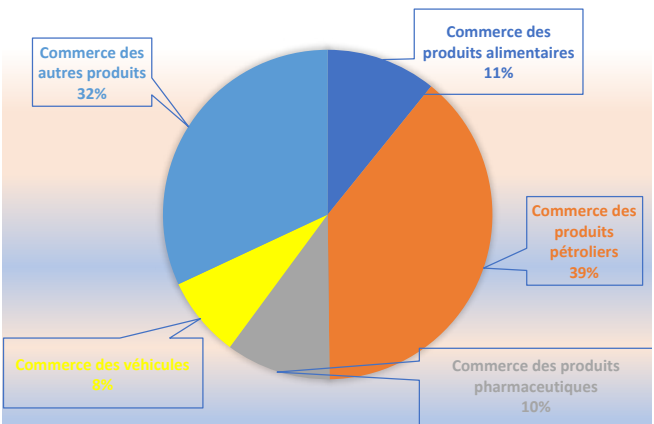
Libellés	T1-25	T4-25	T1-26	Variations (en %)	
				T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Commerce des produits alimentaires	26 300	23 634	25 390	7,4	-3,5
Commerce des produits pétroliers	92 174	101 433	91 645	-9,7	-0,6
Commerce des produits pharmaceutiques	23 198	23 822	24 210	1,6	4,4
Commerce des véhicules	14 696	15 906	18 615	17,0	26,7
Commerce des autres produits	74 901	77 333	75 058	-2,9	0,2
Ensemble	231 269	242 128	234 918	-3,0	1,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Comme l'illustre le graphique ci-après, le chiffre d'affaires de la branche « Commerce » au premier trimestre 2026 demeure largement dominé par celui du commerce des produits pétroliers, qui représente 39,0%, contre 42,0% à la même période de 2025. Il est suivi par celui du commerce des autres produits, dont la part est restée stable à 32,0%. Le commerce des produits alimentaires occupe la troisième position avec une contribution de 10,8%, en recul par rapport aux 12,8% enregistrés un an plus tôt. Ensuite, le commerce des produits pharmaceutiques, dont la part s'est accrue de 8,7% à 10,3% sur la période sous revue. Enfin, le commerce des véhicules représente 7,9% du chiffre d'affaires de la branche contre 5,9% au premier trimestre 2025.

Cette évolution de la structure du chiffre d'affaires met en évidence le renforcement du poids relatif des commerces de produits pharmaceutiques et de véhicules, par rapport au commerce des produits pétroliers et des produits alimentaires.

Graphique 10 : Répartition du chiffre d'affaires de la branche « Commerce »

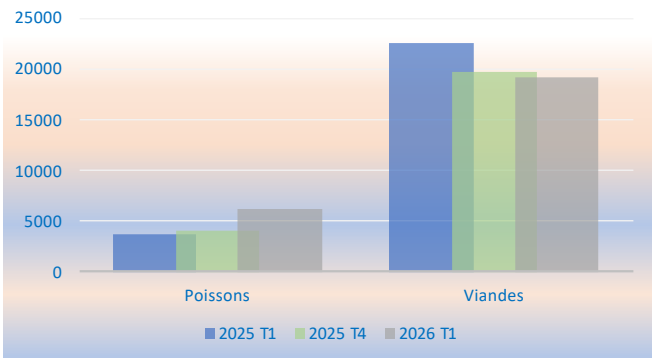


Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

1. Commerce des produits alimentaires

Contraction du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires s'est replié de 3,5% pour s'établir à 25 390 millions de FCFA, contre 26 300 millions de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette baisse est essentiellement causée par le recul des ventes de viandes (-14,9%), en lien avec la persistance de tensions sur la chaîne d'approvisionnement, les coûts élevés de transport. À ces facteurs s'ajoutent la lourdeur des procédures administratives, la concurrence du secteur informel ainsi que les coupures récurrentes d'électricité.

Graphique 11 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits alimentaires (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, mai 2026)

2. Commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers

Repli du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers raffinés et gaziers... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires global du commerce des produits raffinés et gaziers s'est établi à 91 645 millions de FCFA, contre 92 174 millions de FCFA à la même période de l'année précédente, soit un recul de 0,6%. Cette contraction est principalement attribuable aux pénuries récurrentes de carburants observées sur le marché national, consécutives aux difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers raffinés rencontrées par les marketeurs.

Tableau 28: Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pétroliers et gaziers (en millions de FCFA)

Produits	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Essence super	37 417	41 935	35 554	-15,2	-5,0
Gasoil	50 536	54 362	48 693	-10,4	-3,6
Pétrole lampant	51	96	98	1,3	92,5
Gaz butane	3 573	4 483	6 719	49,9	88,1
Autres	582	557	581	4,5	-0,1
Total	92 174	101 433	91 645	-9,7	-0,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Commerce des véhicules

Hausse du chiffre d'affaires du commerce des véhicules... L'activité du négoce de véhicules a enregistré une progression, avec un chiffre d'affaires de 18 615 millions de FCFA au premier trimestre 2026, contre 14 696 millions de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 26,7%. En variation trimestrielle, son chiffre d'affaires s'est également amélioré de 17,0%, passant de 15 906

millions de FCFA au quatrième trimestre 2025 à 18 615 millions de FCFA au premier trimestre 2026.

La dynamique du secteur a été portée par l'élargissement du portefeuille clients et une demande soutenue, notamment de la part des entreprises du BTP et des ménages, contribuant ainsi à la consolidation des ventes sur la période.

Tableau 29 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des véhicules (en millions de FCFA)

Produits	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Véhicules utilitaires	6 067	8 560	10 967	28,1	80,8
Véhicules industriels	3 553	3 459	4 350	25,8	22,4
Pièces détachées	1 729	1 654	1 556	-5,9	-10,0
Entretien et services après-vente	1 721	1 560	1 163	-25,5	-32,4
Autres	1 625	673	580	-13,9	-64,3
Total	14 696	15 906	18 615	17,0	26,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

4. Commerce des produits pharmaceutiques

Accroissement du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques s'est établi à 24 210 millions de FCFA, en hausse de 4,4% par rapport au premier trimestre 2025. Cette progression s'explique principalement par l'amélioration de la disponibilité des médicaments et autres produits pharmaceutiques, une demande relativement dynamique en produits de santé, l'élargissement de la gamme des produits proposés ainsi que le maintien d'un cadre réglementaire favorable aux activités d'importation et de distribution.

En variation trimestrielle, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 1,6%, passant de 23 822 millions de FCFA au quatrième trimestre 2025 à 24 210 millions de FCFA au premier trimestre 2026.

Tableau 30 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques (en millions de FCFA)

Produits	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Médicaments de spécialité	18 616	19 077	19 445	1,9	4,5
Médicaments génériques	1 271	1 246	1 279	2,7	0,7
Intrants d'analyses médicales	30	35	32	-6,6	8,3
Autres produits	3 281	3 465	3 453	-0,4	5,2
Total	23 198	23 822	24 210	1,6	4,4

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

5. Commerce des autres produits

Hausse du chiffre d'affaires du commerce des autres produits... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du commerce des autres produits s'est accru de 0,2%, atteignant 75 058 millions de FCFA contre 74 901

millions de FCFA un an auparavant. Cette légère hausse reflète la résilience de la demande intérieure dans un environnement économique caractérisé par une reprise progressive de l'activité, malgré le maintien de certaines contraintes liées aux coûts d'approvisionnement.

Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce des autres produits (en millions de FCFA)

Produits	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Produits alimentaires	33 452	32 921	33 542	1,9	0,3
Textiles	395	430	32	-92,5	-91,8
Meubles et articles d'ameublement	1 676	920	993	8,0	-40,8
Matériaux de construction	4 410	3 241	4 088	26,1	-7,3
Fournitures de bureau	251	184	107	-41,9	-57,4
Matériel et accessoires informatiques	3 063	1 897	1 637	-13,7	-46,5
Électroménager	384	362	330	-8,8	-14,0
Autres	31 271	37 379	34 329	-8,2	9,8
Total	74 901	77 333	75 058	-2,9	0,2

Source : DGE (Enquêtes de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.2 Hôtels et restaurants

Accroissement des indicateurs des activités hôtelières... Les indicateurs des activités hôtelières ont enregistré une hausse au premier trimestre 2026 comparativement à la même période de l'année 2025. En effet, s'agissant de la capacité hôtelière, le nombre de nuitées et le taux

d'occupation des chambres ont augmenté respectivement de 1,7%, 2,5% et de 0,8%. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'ouverture d'un hôtel cinq étoiles à Brazzaville et, d'autre part, par la tenue à Brazzaville du « Sommet extraordinaire de la CEMAC » et du Forum « Congo Energy et Investment Forum ».

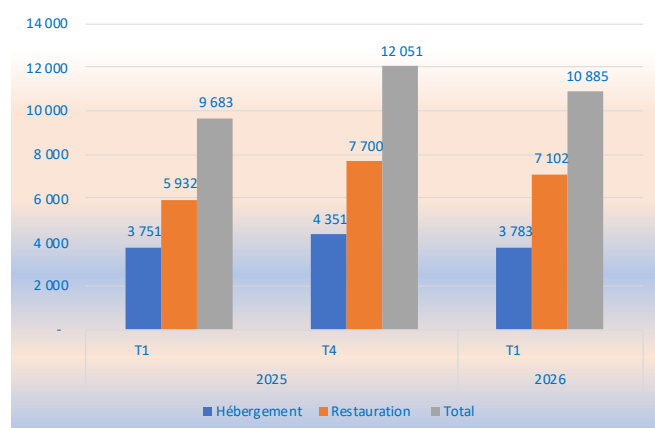
Tableau 32 : Indicateurs des activités des hôtels

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Capacité hôtelière (nombre de chambres)	3 354	3 411	3 411	0,0	1,7
Nombre de nuitées	57 992	62 625	59 471	-5,0	2,5
Taux d'occupation des chambres	19,2	20,4	19,4	-5,0	0,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Accroissement du chiffre d'affaires de la branche « Hôtels et restaurants »... Le chiffre d'affaires de la branche « hôtels et restaurants » a enregistré une progression de 12,4% en glissement annuel, passant de 9 683 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 10 885 millions de FCFA au premier trimestre 2026, soutenue principalement par la dynamique de la restauration, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 19,7%. Cette performance s'explique notamment par l'ampleur d'offre de buffet en libre-service, l'organisation d'événements ainsi que l'amélioration de la qualité de l'offre proposée.

Graphique 12 : Évolution du chiffre d'affaires des hôtels et restaurants (en millions de FCFA)



Source : DGE (enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.3 Transports et auxiliaires de transports

1. Transport aérien

Au premier trimestre 2026, l'activité aéroportuaire est restée bien orientée, avec des hausses considérables des principaux indicateurs (mouvements d'avions, nombre de passagers et fret de marchandises). Ce dynamisme résulte, entre autres, de la tenue à Brazzaville, d'une part, du « Sommet extraordinaire de la CEMAC » sur les dettes des États membres et, d'autre part, de la deuxième édition du « Congo Energy et Investment Forum ».

Les mouvements d'avions ont progressé de 49,3%, passant de 2 478 mouvements au premier trimestre 2025, à 3 700 mouvements au même trimestre de l'année suivante. Cette hausse globale est portée à la fois par les trafics commerciaux international (+85,7%) et régional (+216,1%), ce malgré le recul du trafic commercial national (-56%).

Le nombre de passagers s'est établi à 363,2 milliers de personnes au premier trimestre 2026, contre 144 milliers de personnes au même trimestre de l'année précédente, en hausse de 152,2%, tirée à la fois par les différents trafics commerciaux international, régional et national.

Le fret de marchandises a enregistré une hausse d'ensemble de 134,5% au premier trimestre 2026, comparée au trimestre correspondant de l'année précédente, tirée à la fois par les trafics international et régional.

Tableau 33 : Évolution du trafic commercial aérien

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/ T4-25	T1-26/ T1-25
Trafic commercial global					
- Mouvements d'avions (en nombre)	2 478	3 002	3 700	23,3	49,3
- Passagers (en milliers de personnes)	144,0	435,4	363,2	-16,6	152,2
- Fret (en tonnes)	1 898,3	4 164,1	4 451	6,9	134,5
Trafic commercial international					
- Mouvements d'avions (en nombre)	897	1 454	1 666	14,6	85,7
- Passagers (en milliers de personnes)	52,1	93,7	92,1	-1,7	76,8
- Fret (en tonnes)	1 814,4	3 706,1	4 031,8	8,8	122,2
Trafic commercial régional					
- Mouvements d'avions (en nombre)	230	293	727	148,1	216,1
- Passagers (en milliers de personnes)	5,2	12,1	244,1	1917,4	4594,2
- Fret (en tonnes)	-	393,3	228,7	-41,9	-
Trafic commercial national					
- Mouvements d'avions (en nombre)	1 351	1 255	1 307	4,1	-3,3
- Passagers (en milliers de personnes)	86,7	329,6	244,1	-25,9	181,5
- Fret (en tonnes)	83,9	64,7	190,3	194,1	126,8

Source : ANAC/DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Transport ferroviaire

a. Volume d'activité

Recul des activités du transport ferroviaire... Au premier trimestre 2026, les indicateurs de l'activité du transport ferroviaire ont connu une régression par rapport à la même période de l'année 2025. En effet, le nombre de voyageurs transportés a baissé de 99,8% en glisse-

ment annuel, passant de 20 861 personnes au premier trimestre 2025 à 51 personnes au premier trimestre 2026. De même, le volume des marchandises transportées a connu une baisse de 52,0% en glissement annuel, passant de 69 817 tonnes au premier trimestre 2025 à 33 512 tonnes au premier trimestre 2026. Cette contreperformance s'explique, entre autres, par la dégradation des infrastructures ferroviaires et la concurrence avec les autres modes de transport.

Tableau 34 : Évolution des indicateurs du transport ferroviaire

Indicateurs	2025		2026	Variations en (%)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Voyageurs transportés	20 861	195	51	-73,8	-99,8
Marchandises transportées	69 817	65 696	33 512	-49	-52

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

b. Chiffre d'affaires

Contraction du chiffre d'affaires du transport ferroviaire... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du transport ferroviaire a baissé de 43,7 % en glisse-

ment annuel et de 33,0% en variation trimestrielle. Cette régression s'explique, entre autres, par la diminution du nombre de voyageurs transportés (-98,9%), des autres services (-51,2%) et du volume des marchandises transportées (-36,5%).

Tableau 35: Évolution du chiffre d'affaires du transport ferroviaire (en millions de FCFA)

Indicateurs	2025		2026	Variation en (%)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
1- Voyageurs transportés	64,4	5,1	0,7	-85,9	-98,9
2-Marchandises transportées	1 193,8	1293,0	758,1	-41,4	-36,5
3-Autres services	680,2	329,4	331,7	0,7	-51,2
Total	1 938,4	1 627,5	1 090,5	-33,0	-43,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Transport maritime

a) Volume d'activité

Évolution contrastée du volume des activités du transport maritime... Au premier trimestre 2026, les indicateurs du transport maritime ont évolué de manière contrastée. En effet, le volume des embarquements affiche une hausse de 19,5%, passant de 5 344 156 tonnes au premier trimestre 2025 à 6 387 659 tonnes au premier trimestre 2026. Cette évolution s'explique, entre autres, par l'amélioration des capacités de manutention et de logistique portuaire du concessionnaire.

Cependant, le flux des débarquements a baissé de 15,6%, atteignant ainsi 1 322 589 tonnes au premier trimestre 2026 contre 1 566 690 tonnes au premier trimestre 2025, en lien avec le recul des importations et les contraintes d'approvisionnement international.

b) Chiffre d'affaires

Baisse du chiffre d'affaires du transport maritime... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du transport maritime a régressé de 10,1%, pour s'établir à 14 546 millions de FCFA contre 16 189 millions de FCFA au même trimestre de l'année précédente. Cette baisse est principalement liée au recul du chiffre d'affaires généré par le flux des embarquements, qui a diminué de 24,3%.

Tableau 36: Indicateurs du transport maritime

Indicateurs	2025		2026	Variations (en%)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Volume d'activité					
Embarquements (en tonnes)	5 344 156	5 194 559	6 387 659	23,0	19,5
Débarquements (en tonnes)	1 566 690	1 309 877	1 322 589	1,0	-15,6
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)					
Embarquements	13 286	15 167	10 055	-33,7	-24,3
Débarquements	2 903	3 314	4 491	35,5	54,7
Total	16 189	18 482	14 546	-21,3	-10,1

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

4. Transport terrestre

a) Volume d'activité

Hausse du volume d'activité du transport terrestre... Au premier trimestre 2026, l'activité du transport terrestre a enregistré une hausse par rapport au premier tri-

mestre 2025. En effet, le nombre de personnes transportées a augmenté de 39,0%, pour atteindre 2 824 348 personnes, contre 2 031 469 personnes. De même, le volume des marchandises transportées a affiché une hausse de 58,1%, s'établissant à 1 800 054 tonnes au premier trimestre 2026, contre 1 138 485 tonnes au premier trimestre 2025.

Tableau 37: Indicateurs du transport terrestre

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/ T4-25	T1-26/T1-25
Personnes transportées	2 031 704	3 014 690	2 824 348	-6,3	39
Marchandises transportées	1 138 485	2 033 396	1 800 054	-11,5	58,1

b) Chiffre d'affaires

Régression du chiffre d'affaires du transport terrestre... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires du transport terrestre a enregistré un repli de 4,3% en

glissement annuel, passant de 12 009 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 11 494 millions de FCFA au premier trimestre 2026. Cette baisse s'explique, entre autres, par le manque encadrement des tarifs, la parafiscalité et la concussion.

Tableau 38: Évolution du chiffre d'affaires du transport terrestre (en millions de FCFA)

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Personnes transportées	379	425	413	-2,8	9,0
Marchandises transportées	1 662	2 065	1 304	-36,8	-21,5
Location de véhicules	1 061	1 038	877	-15,4	-17,3
Facturation péage	8 907	8 886	8 900	0,2	-0,1
Total	12 009	12 414	11 494	-7,4	-4,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

5. Transit

a) Volume d'activité

Évolution mitigée du volume des activités du transit... Au premier trimestre 2026, l'activité de transit a présenté une évolution mitigée. Le volume des produits exportés a reculé de 1,9%, revenant de 524 935 tonnes au premier trimestre 2025 à 514 863 tonnes. À l'in-

verse, le volume des produits importés a progressé de 2,6%, atteignant 211 029 tonnes au premier trimestre 2026 contre 205 584 tonnes au même trimestre de l'année précédente, en rapport avec l'amélioration des capacités de manutention et de logistique portuaire.

b) Chiffre d'affaires

Hausse du chiffre d'affaires du transit... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires généré par les activités de transit s'est accru de 5,5% en glissement annuel,

pour atteindre 46 437 millions de FCFA, contre 44 016 millions de FCFA au premier trimestre 2025. Cette évolution est principalement portée par la progression du chiffre d'affaires lié aux opérations d'importation, qui a enregistré une hausse de 5,7% en glissement annuel.

Tableau 39: Évolution du chiffre d'affaires des activités du transit

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1 2026/ T4 2025	T1 2026/ T1 2025
Volume d'activité (en tonnes)					
À l'exportation	524 935	487 736	514 863	5,6	-1,9
À l'importation	205 584	227 565	211 029	-7,3	2,6
Chiffre d'affaires					
À l'exportation	1 261	1 381	1 256	-9,1	-0,4
À l'importation	42 756	50 183	45 182	-10,0	5,7
Total	44 016	51 564	46 437	-9,9	5,5

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.4 Télécommunications

1. Trafic des télécommunications

Hausse du trafic des télécommunications... L'analyse au premier trimestre 2026 des indicateurs des télécommunications montre une augmentation du trafic de 24,7% en glissement annuel, portée par l'ensemble des segments.

Le trafic de téléphonie mobile a augmenté de 36,4%, porté essentiellement par la hausse du trafic voix (+40,2%), malgré un recul du trafic SMS (-10,1%). De même, le trafic internet a enregistré une progression de 10,5%.

Cette évolution du trafic des télécommunications s'explique principalement par des facteurs endogènes qui traduisent une dynamique soutenue de la demande en services de télécommunications, dans un contexte d'évolution des usages, marqué notamment par une préférence accrue pour les communications vocales et les services numériques.

Tableau 40 : Évolution du trafic des télécommunications

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile			36,4
Trafic voix (10 ⁶ mn)	1 771,2	2 484	40,2
Trafic SMS (10 ⁶ unités)	1 024,9	921	-10,1
Trafic internet (10³ Go)	25 476	28 163	10,5
Ensemble			24,7

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Chiffre d'affaires

Augmentation du chiffre d'affaires des télécommunications... Au premier trimestre 2026, le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications a progressé de 1,8%, passant de 45 786 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 49 286 millions de FCFA. Cette hausse est principalement portée par la performance des différents segments : le trafic de téléphonie mobile (+2,6%) et le trafic internet (+0,8%). Cette évolution résulte de l'amélioration de la consommation des services mobiles, du fait de l'élargissement de la base d'abonnés et de la diversification des usages numériques, notamment en matière de connectivité et de services de données.

Tableau 41 : Chiffre d'affaires des télécommunications (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Trafic téléphonie mobile	26 155	27 186	2,6
Trafic voix	24 263	25 171	2,8
Trafic SMS	1 892	2 015	0,1
Trafic internet	19 631	22 100	0,8
Ensemble	45 786	49 286	1,8

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Tarifs par minute, sms et octet

Recul des tarifs des télécommunications... Au premier trimestre 2026, les tarifs des services de télécommunication ont globalement baissé de 17,6% en glissement annuel, revenant de 13,8 FCFA à 10,1 FCFA, en lien avec l'ensemble des segments : le trafic de téléphonie mobile (-23,8%) et le trafic internet (-8,8%). Cette diminution s'explique par la concurrence accrue sur le marché et l'harmonisation progressive des offres tarifaires entre opérateurs.

Tableau 42 : Évolution des tarifs par minute, sms et octet (en FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (%)
Trafic téléphonie mobile			-23,8
Trafic voix	13,8	10,1	-26,7
Trafic SMS	2,0	2,2	11,4
Trafic internet	0,9	0,8	-8,8
Ensemble			-17,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.5 Banques, microfinances et assurances

1. Activités bancaires

Bonne tenue des activités du secteur bancaire... Les activités des établissements de crédit ont enregistré une hausse au premier trimestre 2026. En effet, les produits bancaires ont progressé de 80,6% en glissement annuel. Dans le même temps, la marge d'activité bancaire, le résultat brut d'exploitation et le résultat net d'exploitation ont enregistré des hausses respectives de 2,8%, 29,0% et de 32,6% en glissement annuel. Cette bonne performance s'explique notamment par l'optimisation des marges d'intermédiation, la rentabilité des actifs souverains et l'expansion de la base des dépôts.

Tableau 43 : Évolution des indicateurs des établissements de crédit (en millions de FCFA)

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26 / T4-25	T1-26/ T1-25
Produits bancaires	314 449	624 518	567 817	-9,1	80,6
Charges bancaires	245 834	513 735	497 283	-3,2	102,3
Marge d'activité bancaire	68 614	110 783	70 534	-36,3	2,8
Résultat brut d'exploitation	40 449	76 286	52 160	-31,6	29,0
Résultat net d'exploitation	35 988	68 872	47 724	-30,7	32,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

2. Activités des établissements de microfinances

Bonne tenue des activités des établissements de microfinance... Au premier trimestre 2026, les activités des établissements de microfinance ont connu une évolution favorable. En effet, le produit net financier, le produit d'exploitation et le produit d'exploitation global

ont enregistré une hausse respective de 13,6%, 14,1% et de 13,9% en glissement annuel. Cette évolution s'explique, entres autres, par l'octroi des crédits aux Très Petites Entreprises (TPE) et aux commerces de proximité, la reprise d'actifs sur les provisions de crédits ainsi que par des efforts continus d'inclusion financière, d'optimisation et de contrôle des coûts.

Tableau 44 : Évolution des indicateurs de l'activité de microfinance (en millions de FCFA)

Indicateurs	2025		2026	Variations (en%)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Produits d'exploitation	10 177	22 827	11 562	-49,3	13,6
Charges d'exploitation	293	1179	287	-75,7	-2,1
Produit net financier	9 884	21 647	11 275	-47,9	14,1
Produit d'exploitation global	9 928	23 900	11 307	-52,7	13,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

3. Activités des établissements d'assurances

Évolution contrastée des indicateurs des établissements d'assurances...

Les activités des établissements d'assurances ont affiché une évolution mitigée au cours du premier trimestre 2026. En effet, les primes acquises ont connu une baisse de 20,0% en glissement annuel. Cette contre-performance est principalement liée au recul des primes encaissées dans la branche non-vie (-32,1%), malgré la progression observée dans la branche vie (+244,9%). De même, les sinistres à payer ont diminué de 34,4%, revenant de 19 420 millions de FCFA au premier trimestre

2025 à 12 740 millions de FCFA. Aussi, le résultat d'exploitation s'est replié de 7,6% en glissement annuel, passant de 2 785 millions de FCFA au premier trimestre 2025 à 2 573 millions de FCFA au premier trimestre 2026.

En revanche, les commissions versées ont progressé de 33,0% en glissement annuel pour atteindre 2 686 millions de FCFA au premier trimestre 2026, sous l'effet de la hausse des commissions payées dans les branches vie et non-vie. De même, les frais généraux se sont accrus de 39,0% au premier trimestre 2026 pour s'établir à 3 028 millions de FCFA.

Tableau 45 : Évolution des indicateurs de l'activité des établissements d'assurances (en millions de FCFA)

Indicateurs	2025		2026	Variations (en %)	
	T1	T4	T1	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Primes acquises (opérations brutes)	26 400	36 712	21 027	-43,0	-20,0
Primes encaissées branche vie	1 124	4 367	3 877	-11,2	244,9
Primes encaissées branche non-vie	25 276	32 345	17 150	-47	-32,1
Sinistres à payer (opérations brutes)	19 420	11 308	12 740	12,7	-34,4
Sinistres à payer branche vie	194	997	656	-34,2	238,1
Sinistres à payer branche non-vie	19 226	10 311	12 084	17,2	-37,1
Commissions versées	2 020	4 423	2 686	-39,3	33,0
Commissions payées branche vie	38	124	233	87,9	513,2
Commissions payées branche non-vie	1 982	4 299	2 453	-42,9	23,8
Frais généraux	2 174	7 798	3 028	-61	39,0
Résultats d'exploitation	2 785	13 184	2 573	-80,5	-7,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.6 Autres services

1. Affranchissements courriers

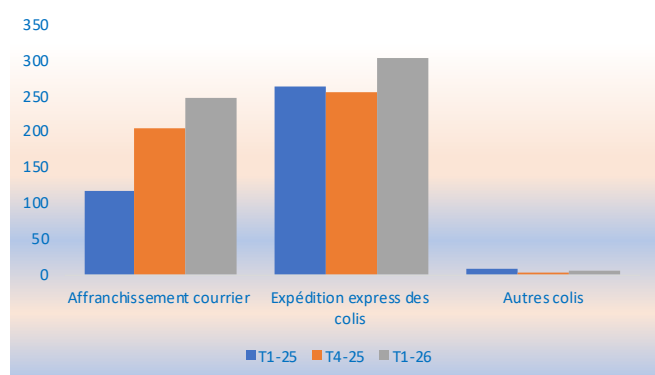
Hausse du chiffre d'affaires des Affranchissements courriers...

Au premier trimestre 2026, la sous-branche « Affranchissements Courriers et Expéditions des Colis » a enregistré une hausse du chiffre d'affaires de 43,4%, s'établissant à 552,4 millions de FCFA contre 385,1 millions de FCFA au premier trimestre 2025. Cette performance est portée par une hausse des affranchisse-

ments courriers (+112,1%) et des expéditions express des colis (+15,5%).

L'évolution favorable du chiffre d'affaires de la sous-branche au cours de la période est stimulée entre autres par les flux logistiques du e-commerce mondial en provenance d'Asie et d'Europe.

Graphique 13 : Évolution du chiffre d'affaires des affranchissements courriers (en millions de FCFA)

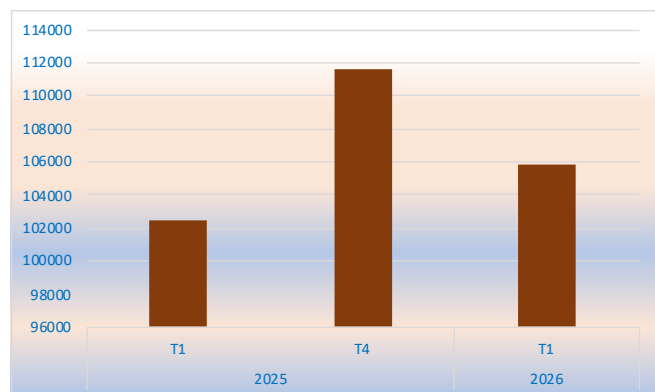


Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.1.3.6.2 Activités parapétrolières

Hausse du chiffre d'affaires des activités parapétrolières... Le chiffre d'affaires des services fournis par les entreprises parapétrolières aux sociétés d'extraction des hydrocarbures a augmenté de 3,4% au premier trimestre 2026, passant de 102 396 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 à 105 847 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique principalement par l'obtention de nouveaux marchés, qui a soutenu la dynamique de l'activité sur la période considérée.

Graphique 14 : Évolution du chiffre d'affaires des parapétroliers (en millions de FCFA)



Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.2 Effectifs employés et masse salariale

II.2.1 Emplois

Hausse des effectifs employés dans les entreprises du secteur formel... À fin mars 2026, l'effectif global des employés (permanents et temporaires) a progressé légèrement de 1,0% en glissement annuel. Cet accroissement de l'ensemble des effectifs émane d'une part, de l'augmentation de 7% des effectifs des employés du secteur primaire, soutenue par la filière bois, d'autre part, par une progression des effectifs du secteur secondaire (+1,4%), tirée par les industries manufacturières (+8,6%)

et les « Bâtiments et Travaux publics » (+11,3%).

II.2.2 Salaires

Contraction de la masse salariale des entreprises du secteur formel... Au premier trimestre 2026, la masse salariale des entreprises a baissé de 1,6% en glissement annuel. Cette contraction est imputable à une baisse de la masse salariale des employés permanents (-2,7%). En effet, la diminution a été plus marquée dans le secteur tertiaire, en rapport avec la baisse de la masse salariale des employés des branches « hôtels et restaurants » (-3,8%), « transport et transit » (-1,0%), services financiers (-7,6%) et autres services marchands (-7,9%).

II.3 Dynamique entrepreneuriale

La dynamique entrepreneuriale renvoie à l'ensemble des processus favorisant l'émergence et l'expansion du tissu entrepreneurial.

En République du Congo, cette dynamique est soutenue par l'Agence congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE), structure publique dont la mission est de faciliter les formalités de création d'entreprises et de garantir leur immatriculation officielle.

Enregistrement des entreprises à l'Agence Congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE)

Le nombre d'entreprises enregistrées a baissé... Au premier trimestre 2026, l'ACPCE a enregistré, sur l'ensemble du territoire national, 1 626 entreprises contre 1 635 entreprises au premier trimestre 2025, soit une baisse de 0,6%.

Au cours de cette période, le secteur tertiaire a dominé la structure des secteurs d'activité, avec 1 416 entreprises enregistrées (87,1%), suivi des secteurs secondaire et primaire comptant respectivement 181 et 29 entreprises, soit 11,1% et 2,0 %.

Sur la base des données collectées à l'ACPCE au premier trimestre 2026, il ressort que :

Dans le secteur primaire, le nombre d'entreprises enregistrées a accusé une baisse de 29,3%, passant de 41 entreprises au premier trimestre 2025 à 29 entreprises au premier trimestre 2026. Il importe de signaler que deux tiers des entreprises enregistrées évoluent dans la branche « sylviculture et exploitation forestière » (66,7%).

Dans le secteur secondaire, le nombre d'entreprises enregistrées au premier trimestre 2026, comparé à celui du premier trimestre de l'année précédente est resté stable à 181 entreprises.

Dans le secteur tertiaire, les enregistrements relatifs aux formalités de créations d'entreprises ont progressé de 0,2%, passant de 1 413 entreprises au premier

trimestre 2025 à 1 416 entreprises, en lien avec l’augmentation du nombre d’entreprises enregistrées dans le transport et télécommunications (+10,6%).

II.4 Opinions des chefs d’entreprise

Au premier trimestre 2026, les résultats de l’enquête de conjoncture ont révélé que 86,1% des chefs d’entreprise ont été confrontés aux difficultés dans l’exercice de leurs activités.

Dans le secteur primaire, la part des entreprises ayant déclaré avoir rencontré des difficultés dans l’exercice de leurs activités au premier trimestre 2026 s’est établie à 90,7%, soit une hausse de 3,6 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Les contraintes majeures mentionnées concernent principalement le transport et la logistique (63,8%), qui demeurent le principal facteur de blocage, suivies des difficultés d’approvisionnement en eau (51,4%), des problèmes de concurrence (27,1%) et des lourdeurs administratives (20,4%).

Dans le secteur secondaire, au premier trimestre 2026, 90,6% des chefs d’entreprise ont déclaré avoir rencontré des difficultés, soit une progression de 5,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2025. Les contraintes les plus citées portent sur la disponibilité de l’électricité (26,2%), les lourdeurs administratives (23,4%), les difficultés liées au recouvrement des créances (21,4%) et à la concurrence (18,6%).

Dans le secteur tertiaire, au premier trimestre 2026, 81,0% des chefs d’entreprise ont déclaré avoir rencontré des difficultés, enregistrant une légère hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2025. Les difficultés signalées concernent le recouvrement des créances (60,2%), la disponibilité de l’électricité (54,6%), la concurrence (54,3 %), la lourdeur administrative (54,1%), la disponibilité d’eau (33,0%) et des contraintes liées au transport et logistique (29,1%).

Tableau 46 : Opinions des chefs d’entreprise sur les difficultés rencontrées

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Transport et logistique	63,8	7,1	29,1
Eau	51,4	15,6	33,0
Électricité	19,1	26,2	54,6
Lourdeur administrative	22,5	23,4	54,1
Concurrence	27,1	18,6	54,3

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
Recouvrement des créances	18,5	21,4	60,2
NTIC	23,1	19,2	57,7
Autres	58,1	5,4	36,6
Total	90,7	90,6	81,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Par ailleurs, les perspectives sur le chiffre d’affaires pour l’année 2026 se révèlent globalement optimistes. En effet, 76,6% des chefs d’entreprise anticipent que leur chiffre d’affaires restera stable ou augmentera au cours de l’année, soit une hausse de 3,1 points de pourcentage par rapport aux prévisions de 2025, reflétant une amélioration du climat de confiance des opérateurs économiques.

Perception des entreprises sur la réglementation limitant l’exportation des grumes

Au premier trimestre 2026, les résultats de l’enquête de conjoncture montrent que la réglementation limitant ou interdisant l’exportation des grumes est connue par l’ensemble des entreprises interrogées. En effet, 100,0% des répondants déclarent avoir connaissance de cette mesure, traduisant ainsi un niveau élevé d’information des opérateurs économiques du secteur forestier.

S’agissant de l’appréciation de cette réglementation, les opinions demeurent globalement mitigées. Au total, 60,0% des répondants expriment une opinion défavorable ou très défavorable à l’égard de cette mesure, dont 40,0% la jugent très défavorable. En revanche, 20,0% des entreprises en ont une perception favorable tandis que 20,0% adoptent une position neutre. Ces résultats traduisent les préoccupations persistantes des opérateurs économiques quant aux effets de cette politique sur leurs activités.

Concernant les retombées économiques attendues de cette réglementation, les entreprises demeurent partagées. Ainsi, seulement 20,0% des répondants estiment que cette politique contribue à la création d’emplois dans les secteurs forestier et industriel, contre 40,0% qui considèrent qu’elle n’a pas d’effet positif sur l’emploi. Les 40,0% restants ne se prononcent pas sur cette question.

En ce qui concerne l’impact de la mesure sur les activités des entreprises, 40,0% des répondants indiquent qu’elle n’a eu aucun effet significatif sur leur activité. Toutefois, une proportion équivalente de 40,0% considère que les effets sont négatifs ou très négatifs, tandis que seulement 20,0% y voient un impact positif.

S’agissant des avantages potentiels de cette politique, l’augmentation de la valeur ajoutée locale apparaît comme le principal bénéfice identifié par les entreprises, citée par 40,0 % des répondants. En revanche, les autres avantages attendus demeurent peu perçus.

tibles. Seuls 20,0 % des chefs d'entreprise considèrent que cette mesure favorise le développement de l'industrie locale, la création d'emplois, la protection des ressources forestières ou encore l'augmentation des recettes fiscales.

Par ailleurs, les entreprises soulignent plusieurs difficultés découlant de l'application de cette réglementation. Les contraintes les plus fréquemment mentionnées concernent les coûts élevés de transformation locale (40,0%), les difficultés d'accès au financement (40,0%) ainsi que la baisse des exportations (40,0%). D'autres obstacles sont également évoqués, notamment le manque d'équipements adaptés (20,0%) et la hausse des coûts de production (20,0%).

Les résultats de l'enquête révèlent également que la majorité des entreprises ne disposent pas des capacités nécessaires pour assurer une transformation locale suffisante du bois. En effet, 80,0% des répondants déclarent ne pas disposer d'installations ou d'équipements adéquats pour répondre aux exigences de cette politique, contre seulement 20,0% qui estiment disposer de capacités suffisantes.

Afin d'améliorer l'efficacité de cette réglementation, les entreprises préconisent un accompagnement accru des pouvoirs publics. Les principales mesures sollicitées concernent la formation de la main-d'œuvre (60,0%), l'allègement fiscal (40,0%), le soutien à l'investissement industriel (40,0%) ainsi que le développement des infrastructures (40,0%). Ces recommandations traduisent le besoin de renforcer l'environnement productif afin de favoriser la transformation locale du bois.

Concernant les opérations d'exportation, l'ensemble des entreprises interrogées (100,0%) considère que les difficultés rencontrées à l'exportation sont liées aux délais particulièrement longs observés lors du chargement du bois débité au point d'embarquement. Cette situation constitue un facteur important de ralentissement des échanges et de réduction de la compétitivité des entreprises exportatrices.

Enfin, en ce qui concerne les perspectives à long terme, les répondants demeurent relativement prudents. Si 40,0% des entreprises estiment que cette politique pourrait améliorer la compétitivité du secteur forestier congolais à long terme, la majorité (60,0%) reste incertaine quant à ses effets futurs. Cette prudence reflète les interrogations des opérateurs économiques sur la capacité de l'économie nationale à développer suffisamment ses infrastructures industrielles et ses capacités de transformation pour tirer pleinement profit de cette réforme.

Impact de la crise USA-Iran sur l'approvisionnement en intrants des entreprises

Les résultats de l'enquête au premier trimestre 2026, révèlent que l'économie nationale demeure fortement dépendante des intrants importés. En effet, 94,5 % des entreprises interrogées déclarent recourir à des

intrants importés dans le cadre de leurs activités. Les entreprises enquêtées sont principalement issues du secteur industriel (42,9 %), du secteur agricole (30,8 %) et du commerce (18,7 %).

Avant le déclenchement de la crise USA-Iran, les conditions d'approvisionnement étaient globalement satisfaisantes. Plus de la moitié des chefs d'entreprise (53,7 %) jugeaient le niveau d'approvisionnement satisfaisant ou très satisfaisant, tandis que 28,1 % le considéraient moyen. Par ailleurs, les délais d'approvisionnement étaient jugés normaux par 80,7 % des répondants et les coûts des intrants étaient perçus comme stables par 84,3 % des entreprises. Dans ce contexte relativement favorable, 92,9 % des entreprises estimaient que les volumes disponibles permettaient de satisfaire totalement ou partiellement leurs besoins de production.

Depuis le début de la guerre USA-Iran, les entreprises ont observé une dégradation notable de leurs conditions d'approvisionnement. Ainsi, 63,9 % des chefs d'entreprise ont indiqué une diminution du volume des intrants disponibles, dont 18,1 % font état d'une forte baisse et 45,8 % d'une baisse modérée. En revanche, 31,3 % des répondants estiment que le volume des intrants a peu évolué, tandis que seulement 4,8 % ont constaté une augmentation.

Les délais d'approvisionnement se sont également allongés durant la période de crise. Alors qu'ils étaient majoritairement jugés normaux avant la crise, 45,1 % des entreprises les considèrent désormais comme longs. Cette situation reflète les perturbations observées dans les chaînes d'approvisionnement internationales.

Parallèlement, les coûts des intrants ont fortement augmenté. Au total, 67,1 % des entreprises interrogées signalent une hausse des coûts, dont 31,7 % évoquent une forte augmentation et 35,4 % une augmentation modérée. À l'inverse, 30,5 % des répondants indiquent que les prix ont peu varié et seulement 2,4 % constatent une baisse.

Les difficultés d'approvisionnement ont entraîné des ruptures de stock pour une large majorité des entreprises. Ainsi, 63,4 % des répondants déclarent avoir connu des ruptures de stock de manière fréquente ou occasionnelle, contre seulement 9,8 % qui affirment n'en avoir jamais subi.

Ces perturbations ont entraîné des répercussions significatives sur l'activité productive. En effet, 73,8 % des chefs d'entreprise indiquent que la crise a provoqué une baisse de leur production, dont 14,8 % une forte baisse et 59,0 % une baisse modérée. Seuls 24,6 % des répondants estiment que leur production n'a pas été affectée.

Les principales origines des intrants importés sont l'Europe (58,6 % des entreprises), l'Asie (44,8 %) et l'Afrique (37,9 %). Le Moyen-Orient représente quant à lui 19,0 % des sources d'approvisionnement. Cette structure explique en partie la sensibilité des entreprises nationales aux tensions géopolitiques affectant les échanges internationaux.

Selon les entreprises enquêtées, les principaux facteurs ayant perturbé les approvisionnements sont la hausse des coûts de transport (63,6 %), les retards dans l'acquisition des intrants (49,1 %) et l'instabilité des marchés internationaux (25,5 %). Les restrictions commerciales sont citées par 14,6 % des répondants.

Face à ces difficultés, 69,5 % des entreprises ont mis en œuvre des stratégies d'adaptation. Les mesures les plus fréquemment adoptées concernent la diversification des fournisseurs (58,5 %), la recherche de fournisseurs locaux (48,8 %) et la constitution de stocks de sécurité (29,3 %). Une partie des entreprises a également procédé à une augmentation des prix de vente (24,4 %) afin de compenser la hausse des coûts.

Concernant la résilience des entreprises face aux chocs géopolitiques, les résultats montrent une perception mitigée. Près de la moitié des répondants (46,4 %) considèrent leur entreprise comme partiellement résiliente, tandis que 26,8 % se jugent résilients et 26,8 % estiment ne pas être suffisamment préparés à ce type de choc.

Par ailleurs, 65,5 % des chefs d'entreprise considèrent que la crise USA-Iran a eu un impact important ou modéré sur l'économie nationale, témoignant de l'inquiétude des opérateurs économiques face aux conséquences des tensions géopolitiques internationales sur les activités économiques domestiques.

S'agissant des secteurs les plus touchés, les répondants identifient principalement le commerce (58,5 %), le transport (49,1 %) et l'industrie (43,4 %). Le secteur de l'énergie est également cité par 35,9 % des entreprises, tandis que l'agriculture apparaît relativement moins affectée (26,4 %).

Afin de soutenir les entreprises face à ces contraintes, les mesures les plus souhaitées concernent l'allègement fiscal, cité par 77,8 % des répondants, suivi de la stabilisation des prix du carburant (49,2 %), des subventions aux intrants (42,9 %) et de l'amélioration de l'accès au crédit (39,7 %).

Enfin, concernant la Loi de finances 2026, la majorité des chefs d'entreprise adopte une position neutre (70,2 %). Les opinions favorables représentent 12,3 % des répondants contre 17,5 % d'avis défavorables. Par ailleurs, 57,9 % des entreprises estiment que les me-

sures fiscales prévues n'auront aucun impact sur leurs activités, tandis que 21,1 % anticipent un impact positif et une proportion identique prévoit un impact négatif. Toutefois, 62,7 % des répondants considèrent que ces mesures pourraient entraîner une augmentation, forte ou modérée, de leurs coûts de production.

Concernant les perspectives économiques de l'année 2026, les opinions demeurent partagées. Ainsi, 41,9 % des chefs d'entreprise se déclarent incertains quant à l'évolution de la conjoncture, tandis que 37,1 % affichent un certain optimisme et 21,0 % se montrent pessimistes.

II.5 Réglementation des changes

La réglementation des changes en vigueur constitue un dispositif sous-régional d'application directe dans l'ensemble des pays de la CEMAC. Elle est encadrée par le Règlement N°02/18/CEMAC/UMAC/CM du 21 décembre 2021, qui définit le cadre régissant les opérations commerciales et financières avec l'extérieur. Sa mise en œuvre repose sur quatre principales entités institutionnelles : le ministère en charge de la monnaie et du crédit, la Banque des États de l'Afrique centrale, la Commission bancaire de l'Afrique centrale et les établissements de crédit.

Au premier trimestre 2026, l'enquête de conjoncture a permis d'apprécier la perception de cette réglementation par les responsables d'entreprise à travers plusieurs indicateurs, notamment : (i) l'opinion sur la réglementation des changes ; (ii) l'existence de difficultés administratives ; (iii) les retards dans le traitement des opérations ; (iv) les retards dans le règlement des fournisseurs ; et (v) le délai moyen des règlements par virement.

Concernant la réglementation des changes, les résultats du premier trimestre 2026 montrent que 38,5% des responsables d'entreprise jugent la réglementation des changes défavorable ou très défavorable, tandis que 25,6% ont une perception favorable. Par ailleurs, 30,8% des répondants adopte une position neutre, reflétant une appréciation globalement mitigée de ce dispositif quand bien même 5,1% le trouvent très favorable.

S'agissant des difficultés administratives, au premier trimestre 2026, 57,9% des responsables d'entreprise ont déclaré avoir rencontré des obstacles liés à l'application de la réglementation des changes. Ces difficultés portent essentiellement sur les procédures douanières et fiscales, ainsi que sur les transferts de fonds à l'étranger pour le règlement des fournisseurs. À l'inverse, 42,1% des répondants ont indiqué n'avoir rencontré aucune contrainte particulière dans le cadre de leurs opérations extérieures.

En matière de délais de traitement des opérations, au premier trimestre 2026, 59,5% des responsables d'entreprise ont signalé avoir subi des retards, principalement imputables à la baisse des réserves de change ainsi qu'aux lenteurs dans les procédures douanières et bancaires. En revanche, 40,5% des répondants ont indiqué n'avoir rencontré aucune difficulté particulière concernant les délais de traitement.

De même, concernant le retard dans le règlement des fournisseurs, au total, 66,7% des responsables d'entreprises ont indiqué avoir enregistré des retards supérieurs à un mois pour les raisons précédemment évoquées. À l'inverse, 33,3% des répondants ont déclaré n'avoir rencontré aucune difficulté.

S'agissant des délais de règlement des fournisseurs, 57,7% des responsables d'entreprise ont déclaré avoir subi des retards de plus d'un mois au premier trimestre 2026. Par ailleurs, 23,1% des répondants ont rencontré des retards de plus de deux semaines, tandis que 19,2% ont fait face à des délais inférieurs à deux semaines.

Enfin, en ce qui concerne le délai moyen de règlement par virement, 63,2% des responsables d'entreprise ont signalé des retards de plus d'une semaine au premier trimestre 2026. En outre, 18,4% des répondants ont enregistré des retards compris entre quatre et sept jours, tandis que 18,4% ont indiqué des délais de règlement inférieurs à trois jours.

II.6 Tendances des marchés et des prix

Produits du bois : Stabilité des prix des produits dérivés de bois

Au premier trimestre 2026, les prix des planches en bois de coffrage et des lits en bois sont restés inchangés par rapport au premier trimestre 2025. Cette rigidité nominale reflète le caractère semi-administré de ces produits dans le contexte du marché congolais, ainsi que la faible pression concurrentielle dans le segment de la menuiserie industrielle à Brazzaville.

Produits de l'agriculture

Les prix des produits agricoles présentent une forte hétérogénéité au premier trimestre 2026 et constituent le principal vecteur des tensions inflationnistes sur le pouvoir d'achat des ménages urbains. La hausse la plus préoccupante est celle du haricot blanc, dont le prix moyen d'un kilogramme a progressé de 21,8%. Cette flambée traduit une tension persistante sur l'offre locale, liée à une irrégularité pluviométrique dans les zones productrices du Pool et des Plateaux. Celui de maïs en grain a progressé de 3,9% au cours de la période sous revue.

Cependant, le prix du kilogramme du riz à longs grains a enregistré une baisse de 8,9%, résultant de la normalisation des flux d'importation et d'une légère amélioration des conditions logistiques portuaires à Pointe-Noire. De même, celui de la pâte fermentée de maïs a reculé de 8,4%.

Produits d'élevage

Les prix des produits d'élevage ont évolué de manière hétérogène au premier trimestre 2026. Les hausses les plus notables concernent le poulet d'élevage local (+4,9%) et la viande de porc (+3,9%), deux filières à ancrage local dont les prix reflètent davantage les conditions de production et de la demande intérieure.

À l'inverse, le prix moyen du kilogramme de viande de mouton a reculé de 10,1%, en lien avec une amélioration des arrivages de bétail sur pied depuis la zone sahélienne (Tchad, République Centrafricaine), dont la production a bénéficié d'une bonne saison pastorale.

Le prix du kilogramme de viande de bœuf sans os a légèrement baissé de 0,8% et celui de viande de bœuf avec os a augmenté de 1,9%, révélant l'efficacité relative des filières bovines de Djambala.

Produits industriels :

Ce secteur est dominé par deux signaux qui méritent une attention particulière. D'une part, l'huile raffinée de palme qui a enregistré une hausse spectaculaire de 181,0% et, d'autre part, la farine de blé affiche une hausse de 37,5%, résultant des tensions persistantes sur les marchés céréaliers mondiaux amplifiées par la dépendance logistique du Congo (importations exclusives via Pointe-Noire).

Le prix du kilogramme de sucre en poudre en vrac a progressé de 5,2%, tandis que celui du sucre préemballé a reculé de 4,1%, témoignant d'effets de substitution entre formats. Cette situation illustre les défis auxquels font face les entreprises industrielles, soumises à une double pression, notamment la hausse des prix des matières premières importées, d'une part, et la résistance des consommateurs à des hausses des prix chez les détaillants, d'autre part.

Matériaux de construction et énergie.

Le prix de sac de ciment 42.5 et du gaz domestique sont restés stables au premier trimestre 2026, comparativement au premier trimestre de l'année précédente. Cette rigidité nominale reflète l'efficacité des mécanismes de régulation tarifaire et le maintien des subventions à l'énergie domestique.

Services de transport

Au premier trimestre 2026, les prix de l'ensemble de transport, urbain (bus, taxi), ferroviaire, interurbain, fluvial et aérien international, sont demeurés stables (0,0%) en glissement annuel pour tous les segments. Cette homogénéité dans la stabilité traduit le caractère essentiellement administré de ces tarifs en République du Congo.

II.7 Pluviométrie

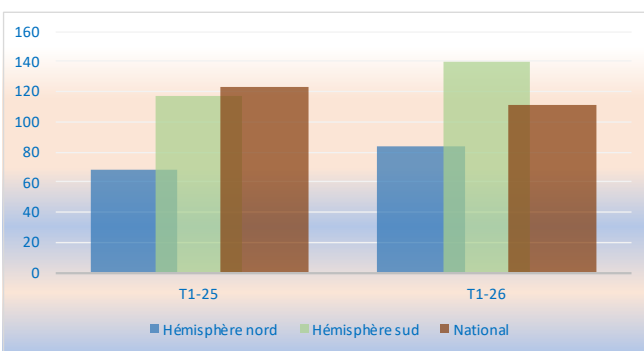
Évolution contrastée du niveau moyen mensuel des précipitations par trimestre entre les hémisphères...

Au niveau national, la moyenne mensuelle des précipitations s'est établie à 111,5 mm au premier trimestre 2026 contre 122,7 mm un an plus tôt, soit un repli de 9,1%. Cependant, ce chiffre masque des dynamiques opposées entre les deux hémisphères.

En effet, une analyse spécifique de l'hémisphère nord révèle un rebond pluviométrique. Elle enregistre au premier trimestre 2026 une hausse de 22,9% des précipitations par rapport au premier trimestre 2025, pour s'établir à 83,2 mm.

À l'inverse, l'hémisphère sud accuse une baisse de 21,3% au premier trimestre 2026, pour se fixer à 139,9 mm.

Graphique 15 : Évolution des précipitations (moyenne mensuelle en mm par trimestre)



Source : ANAC¹

1 Hémisphère nord = département de la Likouala + département de la Sangha ; Hémisphère sud = ensemble des autres départements Cuvette, Cuvette-Ouest, Plateaux, Pool, Lékoumou, Bouenza, Niari, Kouilou

II.8 Commerce extérieur

Les échanges extérieurs des biens en valeur au premier trimestre 2026 ont enregistré une baisse tant du côté des exportations que du côté des importations par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

II.8.1 Exportations des principaux produits

La valeur globale des exportations a enregistré une contraction de 3,0% au cours de la période sous revue, en lien principalement avec la chute des valeurs des expéditions des bois (-5,6%), des produits pétroliers raffinés (-19,3%), des autres produits réexportés (-31,0%) et des hydrocarbures bruts (-2,3%). Il importe de noter que la valeur des exportations des hydrocarbures a représenté 89,5% de la valeur globale au premier trimestre 2026, contre 85,3% à la période correspondante de l'année précédente.

Cependant, la hausse de la valeur des exportations des produits minéraux non métalliques constitués du clinker et des ciments hydrauliques (+48,5%) ainsi que celle des poissons et crevettes (+182,1%) ont contribué à l'atténuation de la baisse de la valeur globale.

La valeur globale des exportations s'est située à 1 200,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, contre 1 237 milliards de FCFA à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 47 : Évolution des exportations des biens en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Poissons, crevettes, mollusques, etc	1 426	4 023	182,1
Sons et résidus de céréales	694	663	-4,4
Produits minéraux non métalliques	7 507	11 151	48,5
Clinker	2412	1152,1	-52,2
Ciment portland	5095	9 999	96,2
Hydrocarbures bruts	1 100 119	1 074 800	-2,3
Huiles brutes de pétrole	1 054 300	1 074 800	1,9
Gaz naturel liquéfié	45 819	0	-100,0
Bois	67 335	63 582	-5,6
Bois bruts	7 721	7 058	-8,6
Bois sciés	56 688	50 971	-10,1
Placages déroulés	2 926	5 553	89,8
Produits raffinés de pétrole	39 169	31 617	-19,3
Fuel lourd	19 409	27 474	41,6
Essence légère	3 139	3 075	-2,0
Autres produits	20 717	14 285	-31,0
Ensemble	1 236 967	1 200 122	-3,0

Source : DGDDI

II.8.2 Importations des principaux produits

La baisse de la valeur globale des importations au premier trimestre 2026 a été plus prononcée que celle des exportations (-7,2%). Cette évolution a été observée sur toutes les grandes masses des produits à savoir :

- la valeur des biens d'équipement (-13%), regroupant dans cette catégorie les machines et appareils et leurs parties, les équipements pour la production et leurs parties ainsi que les matériels de transport ;
- les produits alimentaires et boissons (-11,2%), tirée par la contraction des viandes (-26,8%) et des Huiles végétales (-14,0%) ;
- et les autres produits de consommation (-3,6%).

Tableau 48 : Évolution des importations en valeur (en millions de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Produits alimentaires et boissons	163 018	144 804	-11,2
Produits alimentaires	161 084	142 935	-11,3
Viandes	60 899	44 604	-26,8
Poissons	14 939	14 476	-3,1
Laits et prod laitiers	4 144	5 006	20,8
Céréales	19 240	24 907	29,5
Huiles végétales	21 802	18 753	-14,0
Autres prod aliment.	40 059	35 149	-12,3
Boissons	1 934	1 869	-3,4
Autres produits de consommation	395 224	380 829	-3,6
Produits pharmaceutiques	10 337	8 337	-19,4
Produits énergétiques	19 175	39 516	106,1
Produits divers	365 711	332 976	-9,0
Biens d'équipement	135 704	118 011	-13,0
Ensemble	693 945	643 644	-7,2

Source : DGDDI

II.8.3 Balance commerciale

Le solde de la balance commerciale est ressorti excédentaire à 556,5 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, soit une progression de 2,4% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Le taux de couverture des importations par les exportations a fléchi, atteignant 186,5% pour la période sous revue, contre 178,3% un an auparavant.

Tableau 49 : Évolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)

Produits	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Exportations	1 236 967	1 200 122	-3,0
Importation	693 945	643 644	-7,2
Solde commercial	543 022	556 477	2,4
Taux de couverture (E/I) en %	178,3	186,5	-

Source : DGDDI et estimation DGE

II.9 Situation monétaire

À fin mars 2026, en glissement annuel, l'évolution des principaux agrégats monétaires et du crédit reste marquée par un renforcement de la position extérieure nette, un accroissement concomitant du crédit intérieur et de la masse monétaire.

II.9.1 Avoirs extérieurs nets

Au 31 mars 2026, les avoirs extérieurs nets des institutions d'émission ont progressé de 40,5%, s'établissant à 327,8 milliards de FCFA, contre 233,3 milliards de FCFA à la même date de l'année précédente, en lien avec la bonne orientation du marché des principales matières premières, notamment avec les performances enregistrées dans le secteur pétrolier (hausse de 6,9% du volume des exportations du pétrole brut et de 6,4% du cours du Brent).

II.9.2 Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur est en hausse de 6,3% en glissement annuel, pour ressortir à 3 502,2 milliards de FCFA au 31 mars 2026, sous l'effet de l'augmentation des crédits à l'économie, malgré un recul des créances nettes sur l'État.

II.9.2.1- Créances nettes sur l'État

Les créances nettes sur l'État, qui étaient de 1 742,5 mil-

liards de FCFA à fin mars 2025, sont revenues à 1 706 milliards de FCFA à fin mars 2026, en baisse de 2,1%.

Ainsi, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire s'est détériorée (-2,0%) en glissement annuel pour ressortir à 1 704,8 milliards de FCFA à fin mars 2026, confirmant la dégradation de la trésorerie publique.

II.9.2.2- Crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie est en hausse de 3,1%, passant à 1 581,6 milliards de FCFA à fin mars 2026, contre 1 534,1 milliards de FCFA à la même date de l'année précédente.

II.9.3 Masse monétaire

À fin mars 2026, la masse monétaire est ressortie à 3 240,6 milliards de FCFA contre 3 104,7 milliards de FCFA douze mois plus tôt, soit une hausse de 4,4%, en lien avec l'évolution de ses contreparties.

L'analyse de l'évolution des composantes de la masse monétaire fait ressortir, à fin mars 2026, en glissement annuel, les hausses simultanées de la monnaie fiduciaire (+33,3%) et des dépôts à terme (+22,2%), contrastant avec le recul des dépôts à vue (-8,6%).

Tableau 50 : Évolution de la situation monétaire et du crédit (en milliards de FCFA)

	2025		2026	Variations (en %)	
	À fin mars	À fin déc.	À fin mars	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
Avoirs extérieurs nets	233,3	450,3	327,8	-27,2	40,5
<i>Dont compte d'opérations</i>	340,7	268,9	239,7	-10,9	-29,6
Crédits intérieurs	3 295,40	3420,7	3 502,20	2,4	6,3
Créances nettes sur l'État	1 742,5	1641,8	1 706,00	3,9	-2,1
<i>Dont Position Nette du Gt</i>	1 740,00	1 564,70	1 704,80	9	-2
Crédits à l'économie	1 534,1	1 778,90	1 796,20	1	17,1
Masse monétaire	3 104,70	3 308,90	3 240,60	-2,1	4,4
- Monnaie	2 371,10	2 367,60	2 344,30	-1	-1,1
<i>Monnaie fiduciaire</i>	424,4	574,9	565,6	-1,6	33,3
<i>Monnaie scripturale</i>	1 946,70	1 792,70	1 778,70	-0,8	-8,6
- Quasi-monnaie	733,6	941,3	896,3	-4,8	22,2
Autres éléments nets	424	3 562,10	589,4	-83,5	39

Source : BEAC/DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

II.10 Finances publiques

Au premier trimestre 2026, en glissement annuel, la situation des finances de l'État a connu une nette dégradation, se traduisant par une baisse sensible du niveau de recouvrement des recettes, tant pétrolières que non pétrolières, conjuguée avec un accroissement du niveau d'exécution des dépenses et prêts nets. Les soldes primaire et global, base engagements, quoique demeurant excédentaires, affichent des niveaux relativement faibles.

1. Recettes publiques

Les recettes totales hors dons ont été recouvrées à hauteur de 432,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, contre 476,8 milliards de FCFA au même trimestre de l'année précédente, en baisse de 9,2%.

Les recettes pétrolières sont en baisse de 19,1%, revenant à 147,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, contre 181,9 milliards de FCFA au trimestre correspondant de l'année précédente.

Les recettes non pétrolières sont passées de 278,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 à 268,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, en baisse de 3,4%.

Les cotisations sociales ont augmenté de 1,8%, en glissement annuel, passant à 16,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2026.

Les dons ont évolué à la baisse de 84,5%, en glissement annuel, à 1,5 milliard de FCFA, au premier trimestre 2026.

2- Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont été contenues à hauteur de 431 milliards de FCFA au premier trimestre 2026. Rapportées au trimestre correspondant de l'année précédente, elles sont en augmentation de 15,2%, fortement portées par les dépenses en capital.

2.2.1- Dépenses courantes

Les dépenses courantes ont connu une légère baisse (-0,9%, en glissement annuel), pour ressortir à 343,7 milliards de FCFA au cours de la période étudiée.

2.2.2- Dépenses en capital

Les dépenses d'investissement ont progressé de 499,1% sur cette période, s'affichant à 99,5 milliards de FCFA, contre 11,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2025.

3- Soldes budgétaires

Au premier trimestre 2026, les soldes budgétaires (primaire et global, base engagements) se sont contractés, tout en demeurant excédentaires.

L'excédent primaire (hors intérêts dette) est ressorti à 54,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, contre 148,1 milliards de FCFA au même trimestre de l'année précédente.

Le solde global, base engagements (hors dons), qui était de 46,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2025, est revenu à 1,7 milliards de FCFA à la même période de l'année 2026.

Tableau 51 : Évolution des opérations financières de l'État (en milliards de FCFA)

	2025		2026	Variation (en %)	
	T1	T4	T1(1)	T1-26/T4-25	T1-26/T1-25
I- Recettes totales (y.c. dons)	485,5	707,6	434,2	-38,6	-10,6
1.1- Recettes totales (hors. dons)	476,8	694,6	432,7	-37,7	-9,2
1.1.1- Recettes pétrolières	181,9	402,9	147,1	-63,5	-19,1
1.1.2- Recettes non pétrolières	278,3	275	268,7	-2,3	-3,4
1.1.3- Cotisations sociales	16,6	16,7	16,9	1,2	1,8
1.2- Dons	9,7	14,3	1,5	-89,5	-84,5
II- Dépenses totales et prêts nets	374,1	584,1	431	-26,2	15,2
2-1- Dépenses courantes	346,8	507,1	343,7	-32,2	-0,9
- Dont Intérêts dettes	68,1	168,1	81,3	-51,6	19,4
- Dépenses courantes (hors intérêts dettes)	282,9	339	363,4	7,2	28,5
2.2- Dépenses en capital	11,6	61,4	69,5	13,2	499,1
- Dont financement intérieur	4,3	42,9	36,3	-15,4	744,2
2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux	15,5	15,5	17,8	14,8	14,8
III- Soldes					
3.1- Solde primaire	148,1	291,6	54,7	-	-
3.2- Solde base engagements (hors dons)	46,1	109,2	1,7	-	-

Source : DGB/DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026) / (1)- TOFE provisoire (fin mars 2026)

II.11. Titres publics

L'analyse des émissions du premier trimestre 2026 révèle que le Trésor du Congo a significativement renforcé son activité sur le marché des titres publics par rapport au premier trimestre 2025, marqué par une forte augmentation des montants levés, une reconfiguration des maturités et une baisse globale du coût de financement.

Sur le volume des émissions et les levées de fonds :

L'appétit des investisseurs s'est renforcé sur les deux segments, permettant de lever 403,0 milliards de FCFA au total (contre 227,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2025).

- **Compartiment BTA** : Malgré une baisse des montants annoncés de 10,5% (380,0 milliards de FCFA), la demande a fortement progressé avec 286,0 milliards de FCFA de souscriptions, permettant de lever 240,0 milliards de FCFA, soit une hausse de 28,9% par rapport à 2025.
- **Compartiment OTA** : L'offre a explosé avec 255,0 milliards de FCFA annoncés (+43%). Les souscriptions ont atteint 189,0 milliards de FCFA, pour un montant levé de 163,0 milliards de FCFA, marquant une très forte progression de 64,8% sur un an.

Ce renforcement significatif de l'appétit des investisseurs sur le court et le long terme et le faible écart souscrits/levés montre une bonne calibration des émissions.

Sur la reconfiguration par maturité

La stratégie du Trésor privilégie un allongement progressif du profil de la dette.

- **BTA** : La maturité à 26 semaines domine largement (63% des levées, soit 153,0 milliards de FCFA). L'émission à 52 semaines progresse (86,0 milliards de FCFA), tandis que la maturité courte de 13 semaines a été complètement abandonnée.
- **OTA** : Les maturités intermédiaires sont privilégiées, principalement les OTA à 2 ans (57% des levées, 82,0 milliards de FCFA) et à 3 ans (40,0 milliards de FCFA). On note également l'apparition d'émissions sur la maturité de 6 ans, diversifiant ainsi la dette.

Sur le taux de couverture et coût de financement

- **L'analyse des** taux de couverture démontre que le compartiment des BTA s'est fortement amélioré, passant de 51,5% au premier tri-

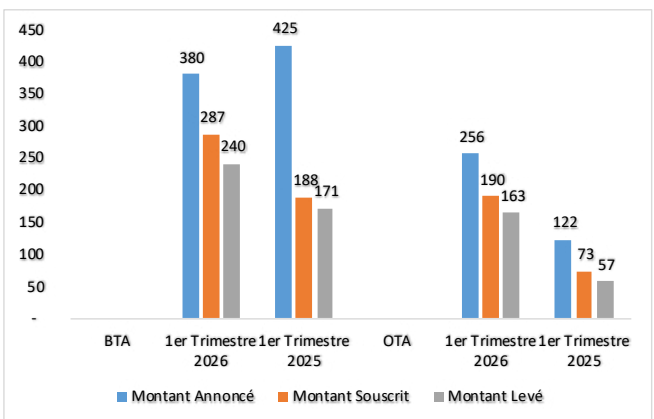
mestre 2025 à 75,9% en 2026. Tandis que du côté des OTA, il subit un léger repli modéré, passant de 87% à 80% en 2026.

- **S'agissant du coût**, comparativement au 1er trimestre 2025 le taux moyen s'est considérablement dégradé de 94% en 2025 à 90,29% en 2026. Le coût des BTA reste stable (baisse marginale de 0,01 point).

Au terme du premier trimestre 2026, le Trésor Public du Congo affiche des performances nettement supérieures à celles enregistrées à la même période en 2025. La forte progression des montants mobilisés, l'amélioration de la demande des investisseurs, la réorientation des émissions vers des maturités plus longues et la maîtrise du coût de financement témoignent d'une stratégie d'émission plus efficiente et mieux adaptée aux conditions du marché.

Ces résultats traduisent ainsi un renforcement de la confiance des investisseurs envers la signature souveraine du Congo ainsi qu'une gestion plus active du portefeuille de la dette. L'abandon des émissions à très courte maturité au profit d'échéances plus longues contribue également à réduire progressivement le risque de refinancement et à améliorer le profil de la dette publique.

Graphique 16 : montants annoncés des OTA et BTA



Source DGT-DOBM-SOMD

II.12 Relations avec l'extérieur

Le Gouvernement a officiellement demandé l'ouverture de négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue de l'élaboration d'un programme économique et financier soutenu par l'institution. Cette requête s'inscrit dans le prolongement des engagements pris par les chefs d'État de la CEMAC lors du sommet extraordinaire du 22 janvier dernier à Brazzaville. À cette occasion, les pays membres ont réaffirmé leur volonté collective de renforcer la stabilité macroéconomique

et la soutenabilité des finances publiques, notamment en s'engageant à faire entrer l'ensemble des États de la sous-région dans des programmes appuyés par le FMI.

Cette démarche traduit la volonté constante des autorités congolaises, sous l'impulsion du Président de la République réélu en mars 2026, de poursuivre son projet de société fondé sur la consolidation de la paix, le renforcement de l'unité nationale, la diversification de l'économie et l'amélioration concrète des conditions de vie des Congolais. Dans cette optique, le recours à un programme avec le FMI constitue un levier essentiel pour accompagner les efforts du Gouvernement en matière de relance économique, de maîtrise des finances publiques et de financement durable des priorités nationales, notamment dans les secteurs sociaux et des infrastructures.

Une mission technique du FMI se rendra à Brazzaville dans les prochaines semaines pour entamer les discussions avec les services de l'État et définir les paramètres d'un programme adapté aux priorités nationales. Le Gouvernement réaffirme sa détermination à mener les réformes nécessaires avec responsabilité et transparence, dans l'intérêt des populations, et à consolider les bases d'une croissance inclusive, créatrice d'emplois et porteuse d'opportunités pour tous. Cette dynamique s'inscrit dans une ambition claire : bâtir une économie plus résiliente, plus diversifiée et tournée vers l'avenir, au service du bien-être de chaque Congolais.

III. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2025

L'examen des perspectives de l'économie nationale pour l'année 2026 s'articule autour du secteur réel, de l'inflation, des finances publiques ainsi que du secteur monétaire.

III.1. Secteur réel

Le Gouvernement, par l'entremise du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire, projette une croissance de 5,5% en 2026, contre 4,3% en 2025. Ce raffermissement serait soutenu conjointement par les performances du secteur pétrolier et celles du secteur hors pétrole.

Le secteur hors pétrole enregistrerait une croissance de 4,7% en 2026, soit un raffermissement de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2025. Ce dynamisme serait porté par les perspectives favorables des activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire verrait sa croissance se consolider pour atteindre 2,9% en 2026, après 2,0% en 2025. Ce regain s'expliquerait, d'une part, par la bonne tenue des activités de la branche « Agriculture » (6,3% contre 6,1%) et, d'autre part, par l'atténuation de la contraction de la production dans les branches « Sylviculture et exploitation forestière » (-1,4% contre -2,8 %) ainsi que « Pêche et pisciculture » (-2,0% contre -3,7%).

Le secteur secondaire enregistrerait une croissance plus soutenue en 2026 (5,8% contre 4,5% en 2025), portée principalement par la dynamique projetée des industries pétrolières et gazières, dont les taux de croissance atteindraient respectivement 5,6% et plus de 100%, après 4,9% et 43,7% en 2025. Par ailleurs, le dynamisme du secteur devrait être porté par le renchérissement de la croissance projeté dans les branches « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (17,7% contre 17,2%), « Industries chimiques » (18,7% contre 12,2%) et « Industries alimentaires » (4,8% contre 3,5%).

Le secteur tertiaire afficherait une croissance de 5,9% en 2026, en accélération par rapport à 2025 (4,7%). Ce raffermissement serait porté essentiellement par le dynamisme des branches « Hôtels, bars et restaurants » (3,6% contre 3,2%), « Transports et auxiliaires de transport » (3,2% contre 2,1%), « Banques et assurances » (10,8% contre 9,8%).

III.2 Inflation

Les tensions inflationnistes devraient s'atténuer en 2026. La BEAC anticipe en effet un recul du taux d'inflation, qui reviendrait de 2,7% en 2025 à 1,8% en 2026. Ce niveau demeurerait inférieur à la norme communautaire fixée à 3%.

III.3 Finances publiques

D'après la loi de finances rectificative 2026, les recettes budgétaires s'élèvent à 2 716,1 milliards de FCFA (25,6% du PIB) en 2026. Elles se répartiraient comme suit :

- 1 119,1 milliards de FCFA pour les recettes pétrolières, soit 10,5% du PIB ;
- 1 515,2 milliards de FCFA pour les recettes non pétrolières, représentant 14,3% du PIB, dont 1 255,0 milliards de FCFA pour les recettes fiscales (11,8% du PIB) et 260,2 milliards de FCFA (2,5% du PIB) pour les recettes non fiscales ;
- 124,6 milliards de FCFA pour les revenus des investissements, soit 1,2% du PIB ;
- 80,4 milliards de FCFA pour les dons, représentant 0,7% du PIB.

S'agissant des dépenses publiques, leur enveloppe a été révisée à 2 499,1 milliards de FCFA, soit 23,6 % du PIB en 2026. Elles se répartiraient comme suit :

- 1 935,5 milliards de FCFA pour les dépenses courantes, représentant 18,2% du PIB, dont 435,0 milliards de FCFA pour traitements et salaires, soit 4,1% du PIB, 756,0 milliards de FCFA pour les transferts, représentant 7,1% du PIB et 238,1 milliards de FCFA pour les intérêts sur la dette publique, soit 2,2% du PIB.
- 563,7 milliards de FCFA pour les dépenses d'investissement, représentant 5,3% du PIB.

En conséquence, le solde budgétaire global base engagements dons compris ressortirait excédentaire de 216,9 milliards de FCFA, représentant 2,0% du PIB.

III.4 Situation monétaire

La situation monétaire à fin décembre 2026 se caractériserait par :

- une baisse de 24,4% des avoirs extérieurs nets, pour s'établir à 304,2 milliards de FCFA, consécutive aux sorties de devises, pour la couverture des importations et le service de la dette extérieure ;
- une progression de 19,9% de crédit à l'économie, pour s'élever à 2 133,7 milliards de FCFA, en soutien de la relance économique ;
- une augmentation des autres postes nets du système bancaire de 1,2%, pour se hisser à -233,4 milliards de FCFA.

En conséquence, la masse monétaire (M2) devrait connaître une légère hausse de 0,5%, pour s'établir à 3 328,2 milliards de FCFA, en lien avec ses composantes.

Tableau A1: Évolution de l'emploi dans le secteur formel (en nombre)

Indicateurs	T1-2025	T1-2026	Variation (en %)
			T1-26/T1-25
Secteur primaire	7242	7753	7,1
Pêche	287	227	-21,0
Effectifs permanents	244	171	-30,0
Effectifs temporaires	43	56	30,0
Filière bois	6955	7526	8,2
Effectifs permanents	5311	5878	10,7
Effectifs temporaires	1644	1648	0,2
Secteur secondaire	18103	18359	1,4
Extraction des hydrocarbures	2843	2070	-27,2
Effectifs permanents	1927	1284	-33,4
Effectifs temporaires	916	786	-14,2
Autres industries manufacturières	10075	10941	8,6
Effectifs permanents	5962	5989	0,5
Effectifs temporaires	4113	4952	20,4
Production d'eau et d'électricité	3682	3675	-0,2
Effectifs permanents	3672	3675	0,1
Effectifs temporaires	10	0	-100,0
Bâtiments et travaux publics	1503	1673	11,3
Effectifs permanents	1085	896	-17,4
Effectifs temporaires	418	777	85,9
Secteur tertiaire	27103	26034	-3,9
Hôtellerie et restauration	2852	2730	-4,3
Effectifs permanents	1870	1789	-4,3
Effectifs temporaires	982	941	-4,2
Commerce	5212	4859	-6,8
Effectifs permanents	4047	4460	10,2
Effectifs temporaires	1165	399	-65,8
Transport et transit	8182	6778	-17,2
Effectifs permanents	6574	5682	-13,6
Effectifs temporaires	1608	1096	-31,8
Télécommunications	2274	2626	15,5
Effectifs permanents	967	1082	11,9
Effectifs temporaires	1307	1544	18,1
Service financier	3862	4222	9,3
Effectifs permanents	3283	3709	13,0
Effectifs temporaires	579	513	-11,4
Autres services marchandes	4721	4 819	2,1
Effectifs permanents	2408	2504	4,0
Effectifs temporaires	1983	2 315	16,8
Ensemble	52118	52645	1,0
Effectifs permanents	37349	37119	-0,6
Effectifs temporaires	14768	15527	5,1

Source : DGE, (enquête de conjoncture, mai 2026)

Tableau A2: Évolution de la masse salariale (en milliards de FCFA)

Indicateurs	T1-2025	T1-2026	Variation (en %)
			T1-26/T1-25
Secteur primaire	5457,8	5996,8	9,9
Pêche	122,7	98,91	-19,4
Masse salariale permanents	121,2	96,96	-20,0
Masse salariale temporaires	1,5	1,95	30,0
Filière bois	5335,1	5897,9	10,5
Masse salariale permanents	4457,5	5063,4	13,6
Masse salariale temporaires	877,6	834,5	-4,9
Secteur secondaire	62089,8	72778,3	17,2
Exploitation pétrolière	36668,2	44138,8	20,4
Masse salariale permanents	30314,4	34162,3	12,7
Masse salariale temporaires	6353,8	9976,4	57,0
Autres industries manufacturières	16180,2	19265,5	19,1
Masse salariale permanents	12393,9	13976,8	12,8
Masse salariale temporaires	3786,3	5288,7	39,7
Production d'eau et d'électricité	7602,5	7708,0	1,4
Masse salariale permanents	7590,5	7708,0	1,5
Masse salariale temporaires	12	0	-100,0
Bâtiments et travaux publics	1638,9	1666,0	1,7
Masse salariale permanents	1428,7	868,1	-39,2
Masse salariale temporaires	210,2	797,9	279,6
Secteur tertiaire	67898,0	65769,5	-3,1
Hôtellerie et restauration	2978	2865,2	-3,8
Masse salariale permanents	2285	2075,6	-9,2
Masse salariale temporaires	693	789,7	13,9
Commerce	8502	8551,0	0,6
Masse salariale permanents	8060	8172,7	1,4
Masse salariale temporaires	442	378,3	-14,4
Transports et transit	16006,1	15840,0	-1,0
Masse salariale permanents	14354,7	12900,3	-10,1
Masse salariale temporaires	1651,4	2939,7	78,0
Télécommunications	6563	7289,9	11,1
Masse salariale permanents	5248	6226,7	18,6
Masse salariale temporaires	1315	1063,3	-19,1
Services financiers	17939,9	16571,1	-7,6
Masse salariale permanents	16504,7	16188,0	-1,9
Masse salariale temporaires	1435,2	383,1	-73,3
Autres services marchandes	15909,0	14652,2	-7,9
Masse salariale permanents	12409,0	11680,2	-5,9
Masse salariale temporaires	3500,0	2972,0	-15,1
Ensemble	68898,0	67769,5	-1,6
Masse salariale permanents	58861,4	57243,4	-2,7
Masse salariale temporaires	10036,6	10526,0	4,9

Source : DGE (Enquête de conjoncture, janvier 2026)

Tableau A3 : Évolution du nombre d'entreprises enregistrées par secteur d'activités

Secteur d'activités	T1-25	T1-26	Variations (en %)
			T1-26/T1-25
Primaire	41	29	-29,3
Agriculture, Élevage et pêche	38	24	-36,8
Sylviculture et exploitation forestière	3	5	66,7
Secondaire	181	181	0,0
Activité extractive	13	18	38,5
Industrie alimentaire	19	14	-26,3
Industrie manufacturière, assainissement	75	68	-9,3
Production et distribution d'eau et d'électricité	1	4	300,0
Construction	73	77	5,5
Tertiaire	1413	1416	0,2
Commerce, hébergement et restauration	913	906	-0,8
Transport et télécommunications	101	112	10,9
Services	399	398	-0,3
Total	1635	1626	-0,6

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Tableau A4 : Évolution de la réglementation des changes au quatrième trimestre 2025

Opinion sur la réglementation des changes (en %)	
Très favorable	5,13
Favorable	25,64
Neutre	30,77
Défavorable	28,21
Très favorable	10,26
Total	100
Difficultés administratives ou réglementaires (en %)	
Oui	57,89
Non	42,11
Total	100
Retards dans le traitement des opérations (en %)	
Oui	59,46
Non	40,54
Total	100
Retards dans le règlement des fournisseurs (en %)	
Oui	66,67
Non	33,33
Total	100
Retards dans le règlement des fournisseurs	
1-2 semaines	19,23
Plus de 2 semaines	23,08
Plus d'un mois	57,69
Total	100
Délai moyen de règlements par virement	
Moins de 24 heures	2,63
1 à 3 jours	15,79
4 à 7 jours	18,42
Plus d'une semaine	63,16
Total	100

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

Tableau A5 : Tendance des prix sur le marché

Produit	T1-25	T1-26	Variations (en %)
Planches en bois (coffrage)	12 000	12 000	0,0
Lit en bois	84 603	84 603	0,0
Maïs (grain)	1 000	1 039	3,9
Pâte fermentée de maïs	1 017	932	-8,4
Farine de manioc (foufou)	481	473	-1,7
Pomme de terre	1 023	1 048	2,4
Riz à longs grains	683	623	-8,8
Riz brisé	919	905	-1,5
Haricot blanc	1 355	1 650	21,8
Viande de bœuf sans os	4 522	4 488	-0,8
Viande de bœuf avec os	3 923	3 996	1,9
Viande de porc	3 258	3 385	3,9
Viande de mouton	7 373	6 625	-10,1
Poulet vivant (élevage industriel)	1 713	1 748	2,0
Poulet local (élevage domestique)	1 998	2 096	4,9
Œuf frais	3 143	3 065	-2,5
Huile raffinée de palme	1 002	2 816	181,0
Huile raffinée d'arachide	976	916	-6,1
Sucre en poudre	667	702	5,2
Sucre en morceau	792	792	0,0
Sucre en poudre préemballé	790	758	-4,1
Farine de blé	650	894	37,5
Pain de blé en baguette	1 000	960	-4,0
Ciment (42.5)	4 604	4 604	0,0
Gaz domestique	6 500	6 500	0,0
Train BZV/PN (2e classe)	10 500	10 500	0,0
Bus urbain	165	165	0,0
Taxi de ville	1 296	1 296	0,0
Transport interurbain	4 786	4 786	0,0
Transport fluvial (Kinshasa)	16 400	16 400	0,0
Vol CEMAC éco. (Douala)	295 030	295 030	0,0
Vol hors CEMAC éco. (Cotonou)	424 008	424 008	0,0
Vol Paris (éco.)	810 358	810 358	0,0
Vol Washington (éco.)	1 020 000	1 020 000	0,0

Source : DGE (Enquête de conjoncture, mai 2026)

ÉQUIPE TECHNIQUE

COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication : Dr. Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA

Rédacteur en chef : Dr. Amed Stown BORGIA

EQUIPE DE REDACTION

Addissi Boanerges MIZELET
Adolphe MABIKI
Alexis LOUKOLO
Amed Stown BORGIA
Anastasie KORILA
Andréa Ines DIATA
Andréas Linche BAHOUAS NTAKI
Astria Benecia BOMANDOUKI NGALA
Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO
Bien-Aimé DIAMONEKA
Christ Durel YILA MOUTELET
Clev Fabrice AMBOULOU
Darel Gervet TSAKALA TSIMBA
Doriane NGOLO
Dr. Constant Mathieu MAKOUZEI
Dr. Grace DOMBA
Dr. Gwladys Prince ONDONGO
Dr. Ines DIATA
Dr. Hardy ZABATANTOU
Dr. Angele Love Prudence MOUAKASSA
Emos Junior PEA
Ernest PEA
François NGASSAI
Godfrey KIYOULOU
Issdine KARIMOU
Jean DJAMBOU
Jean Luc KOUTADISSA
Jean NIAMA BOUKORO
Jean Raymond Dirat Banga
Jessika MOUANDA
Joie Parfaite MINZELE NSI
Lachidong DIMI PEA
Mack Deny YILA MABIALA
Mailly MFOUMOU
Moïse DAMBA MBOUNGOU
Patrick Landry ANGOUMA NGUILA
Ray NGOUMBA
Sylvère Cyrille NIANGUI MISSIET
York Ismaël BILONGO PINDOU
Amour Sylvestre MAKONDZO
Andréas Linche BAHOUAS NTAKI

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr André-Patient BOKIBA
Pr. Hervé DIATA
Dr. Guy Polin DIBAKALA
Dr. Dieudonné DINGA DILOUNGOU
Dr. Florent Jean Désiré KABIKISSA
Dr Franck Mondésir MBOUAYILA TSASSA
Dr Benjamin NGOMA

APPUI TECHNIQUE

Michel MATAMONA
Antoine ANDZOLO
Christoph MASSAMBA

SECRETARIAT

Grace LOUBAKI
Bachelore Maldrine TAKI TOUNOUKA
Ben Dhidhi Leuvrais MESSIEURS MOUKOKO

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
Bld. Denis SASSOU N'GUESSO (face MUCODEC la gare)

: 1111Bzv / : (+242) 22 260 03 54

: dgeconomie.cg@gmail.com